

Libération



FLORE-AËL SURUN, TENDANCE FLOUE

BAC ET VAGUE DE CHALEUR
Ça fait suer

PAGES 8-10

SOMMET DU G7 La guerre en Iran s'invite à Evian

PAGES 6-7

OBÈSITÉ, DIABÈTE, CANCER, ALZHEIMER, ARTHROSE...

FAUT-IL CROIRE

A partir de ce lundi, un million de Français souffrant d'obésité sévère devraient se voir rembourser leurs traitements. Des molécules qui par ailleurs nourrissent des espoirs dans la lutte contre d'autres maladies. «Libé» fait le point sur ces vraies et fausses «promesses». **PAGE 2-4**

AUX MÉDICAMENTS MIRACLE ?

(PUBLICITÉ)

Gaîté Lyrique

du
18.06.2026

An
ticipa
tion
Festival

au
21.06.2026

Performances
Exposition
Ateliers
Projections
Musique
Talks

Entrée gratuite

together

Tous vivants !



C'est un jour qu'un million de Français attendent avec impatience : c'est à partir de ce lundi que deux médicaments utilisés par injection dans le traitement de l'obésité, le Wegovy et le Mounjaro, vont être remboursés par l'assurance maladie. Totale-ment ou partiellement en fonction des situations, selon des critères médicaux précis et seulement après l'échec d'une prise en charge nutritionnelle structurée. Les 8 millions d'adultes souffrant d'obésité en France ne sont donc pas tous concernés par cette bonne nouvelle. Pour ceux qui y auront droit, le parcours sera aussi pavé d'obstacles, mais il n'empêche : il s'agit d'une bonne nouvelle qui va changer la vie de patients décou-ragés, notamment, par le coût de ces traitements. Une décision nourrie par la recherche médi-cale, qu'il n'est pas inutile d'op-

ÉDITORIAL

Par
PAUL QUINIO

Progrès

poser aux populismes qui sur-ferent sur le rejet par les citoyens de la politique ou qui alimentent le complotisme antiscience. C'est d'autant plus important que ces avancées scientifiques suscitent des espoirs plus larges dans le traitement d'autres pa-thologies. Il faut néanmoins pré-ciser que cette réponse médicale à l'obésité n'est qu'une pièce, importante certes, dans un par-cours de soins intégrant suivi de la nutrition, de l'activité phy-sique du patient, recommanda-

tions pour lutter contre la séden-tarité et aide psychologique quand elle est nécessaire. C'est là que la politique a encore des progrès à faire... La lutte contre l'obésité passe bien sûr par les progrès de la médecine et de la science, par davantage de pré-vention, mais elle doit s'inscrire dans une politique plus large, qui s'attaque à des logiques et des intérêts agricoles, indus-triels et économiques qui met-tent la santé des Français en danger, en pesant négativement sur leur alimentation. C'est tout simplement indéfendable mora-lement. Mais on sait malheureu-sément l'argument insuffisant pour convaincre qu'il est urgent de changer de pratiques. Ajou-tons-en un : les surcoûts de din-gue que ces logiques agricoles, industrielles et économiques font peser sur la protection so-ciale et l'assurance maladie. ◀

REMBOURSEMENT DES MÉDICAMENTS ANTI-OBÉSITÉ

«Ce traitement a changé ma vie»

Dès ce lundi, près d'un million de patients pourraient se voir rembourser par la Sécu les injections aux effets amaigrissants. Une avancée, même si les malades s'inquiètent encore des limites d'accès.

Par
CASSANDRE LERAY

Frédéric Gérard, fonctionnaire de 46 ans, a toujours été atteint d'obésité. Quand il était enfant, déjà, les médecins écrivent «*en surpoids*» sur son carnet de santé. Il enchaîne alors les régimes qui ne «*riment à rien*». En 2012, alors qu'il dépasse les 200 kilos, un médecin lui présente la «*sleeve*» – une opération visant à réduire la taille de l'estomac – comme la solution à sa maladie. Faute de suivi médical après l'intervention, il reprend en quelques années la quasi-

totalité des 80 kilos perdus. A l'au-tomme 2023, son excès de poids ne lui permet pas d'être opéré à nou-veau. Trop dangereux. Alors on lui propose de participer à une étude lui donnant un accès précoce et gratuit au Wegovy, un des médicaments indiqués dans le traitement de l'obésité. En deux ans, alors qu'il n'avait plus espoir, il perd 35 kilos. «*Ce traitement a changé ma vie*», insiste le président de l'association Solidarité obésité.

A partir de ce lundi, l'assurance ma-ladie prend en charge à hauteur de 65% les injections de Wegovy (sé-maglutide) et de Mounjaro (tirzépa-

tide), des molécules aux effets amaigrissants, d'abord prescrites contre le diabète. Les 35% restants seront remboursés de manière va-riable, notamment en fonction des complémentaires santé. Depuis fin 2024, ces molécules analogues du «*GLP-1*», qui reproduisent l'ac-tion de l'hormone intestinale impli-quée notamment dans la sécrétion d'insuline et la sensation de satiété, étaient certes commercialisées en France et accessibles sur ordon-nance sous conditions strictes. Mais le coût des quatre injections mensuelles pouvait atteindre 250 à 360 euros et le produit restait à la



Pour Laetitia Levy, «ce remboursement est un premier pas». ALBERT FACELLY

charge des patients. La France de-vient ainsi le premier pays de l'Union européenne à rembourser ces médicaments spécifiquement pour l'obésité. Selon Stéphanie Rist, la ministre de la Santé, cette mesure coûtera une «*centaine de millions d'euros*» par an, pour un million de potentiels bénéficiaires sur les plus de 8 millions de personnes obèses en France. Elle ne concerne que les patients dont l'indice de masse cor-porelle (IMC) est supérieur à 40, ou supérieur à 35 avec des affections associées comme le diabète, l'hy-pertension artérielle ou l'apnée du sommeil. Et ce, seulement en deu-xième intention, après l'échec d'une prise en charge nutritionnelle structurée.

DIFFICULTÉ D'ACCÈS

Frédéric Gérard se sent enfin «*un peu entendu*». Le 1^{er} janvier, quand l'accès précoce au Wegovy dont il a bénéficié a pris fin, il a dû tout ar-rêter. Impossible de déboursier 300 euros par mois alors qu'il en gagne 1600. Mi-mars, il avait déjà repris 7 kilos. Alors, «*quand on a su qu'on serait remboursés, c'était notre 14 Juillet à nous, obèses*». Mais

«**Quand on a su qu'on serait remboursés, c'était notre 14 Juillet à nous, obèses.**»

Frédéric Gérard
Président de Solidarité obésité

«*on a peur que le démarrage soit compliqué...*» Un arrêté paru au Journal officiel vendredi dispose que la première ordonnance de Wegovy ou de Mounjaro ne peut être réalisée que par certains professionnels : médecins spécialistes exerçant dans des centres spéciali-sés obésité (CSO) ou en lien avec l'un d'eux, spécialistes hospitaliers concernés, structures de soins mé-dicaux et de réadaptation ayant la mention adaptée ainsi que méde-cins coordinateurs de parcours ren-forcés «*obésité complexe*». Le re-nouvellement, lui, pourra être proposé par un médecin de ville pendant un an. Des limitations que le ministère de la Santé justifie par «*le mode d'ad-*



Frédéric Gérard a participé aux essais du Wegovy. PHOTO CLAIRE JACHYMIK, HANS LUCAS

ministration (injection sous-cutanée), sa place dans la stratégie thérapeutique (traitement suite à un échec de la première ligne) et les incertitudes liées à un effet rebond à l'arrêt du traitement». Ces restrictions se fondent sur un avis de la Haute Autorité de santé de décembre visant à «garantir le bon usage» de ces molécules. Frédéric Gérard comprend cette «nécessité d'encadrer», mais sait combien ces médecins sont difficiles d'accès. «Les délais d'attente pour un rendez-vous vont de neuf mois à un an en CSO, alors que pour certains, ces médicaments sont vitaux», explique-t-il, en pensant aux adhérents de son association.

Pour cette fois, Laetitia Levy se sent chanceuse: son rendez-vous annuel de suivi était fixé de longue date, en août, à l'hôpital parisien de la Pitié-Salpêtrière. «Plus que deux mois à attendre.» A 46 ans, elle a derrière elle quarante années de régimes. Elle a essayé un tas de stratégies, sans succès. Même la pose d'un anneau gastrique, à 25 ans, pour diminuer le volume de son estomac, qui l'a plongée dans un état de dépression et d'anxiété.

Il a fallu le lui retirer pour qu'elle en sorte deux ans plus tard, avant de reprendre les 50 kilos perdus.

«L'IMC NE SUFFIT PAS»

Comme Frédéric Gérard, c'est en participant à un essai dans le cadre de l'accès précoce au Wegovy qu'elle a enfin remarqué des changements. 15 kilos de moins en un an. Laetitia Levy a eu des problèmes digestifs, mais le médicament lui a donné une liberté: «Celle de pouvoir manger sainement, sans privations excessives. On ne se lève pas un matin en se laissant devenir gros, on est malades. Et ce remboursement est un premier pas vers la reconnaissance de notre maladie».

La fondatrice de l'association Embarque ta boussole pense à celles et ceux dont l'IMC frôle le 35 et ne cochant pas toutes les cases pour être pris en charge. «L'IMC est un critère réducteur. Un sportif de haut niveau peut avoir le même qu'un obèse à cause du poids de ses muscles, ça n'a pas de sens.» Karine Clément, spécialiste des obésités à la Pitié-Salpêtrière et directrice d'unité à l'Inserm, abonde: «L'IMC ne suffit pas: on peut être en dessous de 35 et

avoir une forme sévère d'obésité. Mais c'est une première étape.»

Si les bénéfices de ces traitements sont documentés, l'experte le rappelle toutefois: il ne s'agit pas de «médicaments magiques». «Leur usage doit s'accompagner d'un suivi global autour de la nutrition, de l'activité physique, de la lutte contre la sédentarité, et, si nécessaire, d'un soutien psychologique.» D'autant que chaque patient répond différemment aux GLP-1: «Dans le futur, on peut espérer qu'on saura d'avance qui réagira bien pour orienter les parcours de soins.»

Ces travaux sont cruciaux. Selon une étude publiée en 2023, 47,3% des plus de 18 ans étaient en surpoids en France en 2020, dont 17% obèses. Et, d'après une publication dans *The Lancet* en 2025, environ 60% des adultes et un tiers des enfants et adolescents seront concernés dans le monde d'ici 2050, si rien n'est fait. Anne-Sophie Joly, présidente du Collectif national des associations d'obèses, le souligne: «Le remboursement est une avancée colossale. Mais il faut aller plus loin car seule une minorité de personnes obèses y aura accès.»

Des molécules miracles contre d'autres maladies?

Les études pleuvent sur les bénéfices possibles des analogues du GLP-1 aux effets amaigrissants. «Libé» fait le tri entre les vraies promesses, les pistes solides et le marketing des labos.

Une piqûre hebdomadaire pour une perte de poids spectaculaire, et peut-être bien plus? On ne compte plus le nombre de témoignages de celles et ceux qui ont retrouvé forme et confiance grâce à leur traitement par injection. L'Ozempic est le plus célèbre de cette génération. Il a beau être un antidiabétique, c'est à son effet amaigrissant qu'il doit sa notoriété – et ses détournements. Pour la perte de poids en cas d'obésité, le laboratoire Novo Nordisk lui a donné un petit frère, le Wegovy: même principe actif (le sémaglutide), même fréquence d'administration. Dans cette indication, son concurrent Eli Lilly a développé le tirzépate, vendu sous le nom de Mounjaro en France. Ils ne sont pas les premiers, mais aujourd'hui les plus en vue des analogues du GLP-1, des médicaments qui miment l'action de cette hormone intestinale impliquée notamment dans la satiété et la sécrétion d'insuline.

La recherche foisonne pour mieux comprendre l'étendue de leur action. «Je n'ai jamais vu un tel engouement au-delà de la sphère scientifique», reconnaît Jean-Luc Faillie, pharmacologue au CHU de Montpellier. A la grand-messe annuelle de la cancérologie à Chicago du 29 mai au 1^{er} juin, leurs promesses dans la lutte contre certains cancers ont été discutées. D'autres résultats sont régulièrement égrenés, avec des effets potentiels bénéfiques sur le cœur, les reins, les addictions... Le 22 mai, l'Agence européenne du médicament a recommandé à la Commission européenne l'autorisation du premier traitement oral de cette famille pour la gestion du poids, des comprimés de Wegovy. Libé a passé au crible les études scientifiques pour faire le tri entre indications déjà reconnues, signaux crédibles ou hypothèses encore trop préliminaires.

LA PRISE EN CHARGE DE L'OBÉSITÉ «BOULEVERSÉE»

Dans le domaine de l'obésité, le Wegovy (sémaglutide) et le Mounjaro (tirzépate), vendus sous conditions strictes en France depuis fin 2024, seront remboursés par l'assurance maladie dès ce lundi dans certains cas d'obésité sévère. «Ces traitements ont bouleversé

notre pratique, reconnaît Karine Clément, spécialiste à l'hôpital parisien de la Pitié-Salpêtrière et directrice d'unité Inserm. La maladie s'aggrave avec le temps, on manquait d'outils pharmacologiques.» Le sémaglutide a épaté le premier, avec environ 15% de perte de poids en moyenne dans son essai clinique de phase 3, la dernière étape avant la commercialisation. Puis son concurrent direct a affiché jusqu'à moins 20%. La revue indépendante *Cochrane*, mandatée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a mis en évidence une baisse moyenne plus faible (de 11% et 16%), mais toujours conséquente et a souligné le besoin d'une recherche moins liée aux labos.

D'un côté, ces molécules «agissent sur le système nerveux central, comme un stimulus sur la sensation de satiété», expose Mikhail Kolonin, professeur à l'Institut de médecine moléculaire de l'Université de Houston. De l'autre, «elles ralentissent la vidange gastrique: les aliments restent plus longtemps dans l'estomac, donc l'appétit est réduit». La Haute Autorité de santé (HAS) leur reconnaît un service médical rendu important mais uniquement chez les personnes atteintes d'obésité sévère ou massive. Si l'OMS estime qu'ils «peuvent être utilisés chez l'adulte dans le traitement au long cours de l'obésité», elle reste prudente, du fait de leurs coûts ou du caractère encore limité sur leurs effets à long terme.

«Ces traitements ne se suffisent pas à eux-mêmes», insiste Karine Clément. La prise en charge est globale, avec une attention sur l'alimentation, l'activité physique, le stress ou l'anxiété... Des interrogations demeurent. Pourquoi les chiffres de la balance dégringolent chez certains, stagnent chez d'autres? Des travaux, dont une étude publiée dans *Nature* en avril, suggèrent un lien avec la génétique. Comment expliquer la reprise de poids quasi systématique à l'arrêt des piqûres? Le labo de Karine Clément se penche sur le rôle d'éventuelles cicatrices biologiques laissées dans les tissus graisseux, sorte de «mémoire de l'obésité».

UN ATOUT ESSENTIEL CONTRE LE DIABÈTE

Son effet sur le poids a éclipsé la fonction initiale de cette famille de médicaments: stimuler la sécrétion d'insuline et ainsi réguler le taux de sucre dans le sang pour le diabète de type 2. «Quand les premières molécules sont arrivées, on s'intéressait à l'effet sur la glycémie», rappelle Fabrizio Andreelli, diabétologue à la Pitié-Salpêtrière. La première molécule, l'exénatide, est arrivée en 2006: une **Suite page 4**

Suite de la page 3 injection deux fois par jour. Les firmes en ont développé d'autres, pour optimiser l'efficacité et réduire la fréquence des piqûres. Le Trulicity d'Elly Lilly et l'Ozempic de Novo Nordisk ont été respectivement autorisés outre-Atlantique en 2014 et 2017. L'OMS a même glissées les injections dans sa liste des médicaments essentiels pour le diabète, mais pas en première ligne. Quand la maladie progresse, les analogues du GLP-1 font partie des médicaments à privilégier – notamment si le patient est obèse. «Chez certains, ils permettent de stopper l'aggravation du diabète: on se demande si on devrait les prescrire avant d'atteindre une dégradation majeure de la glycémie», souligne Fabrizio Andreelli. D'autres études ont évalué leur pertinence dans le diabète de type 1. Non concluantes à ce stade.



Les injections de Mounjaro sont désormais remboursées. PHOTO CHRISTOPH REICHWEIN. DPE GETTY

UNE POSSIBLE PROTECTION POUR LE CŒUR

Côté cœur et vaisseaux sanguins, aucun risque n'a été détecté; les essais cliniques de tous les analogues du GLP-1 ont même montré une protection contre les «événements graves cardiovasculaires», notamment crises cardiaques et AVC. Au point de figurer désormais dans les recommandations internationales pour les patients diabétiques de type 2 à très haut risque cardiovasculaire. Le cardiologue hospitalier François Schiele voit un autre pas franchi en 2023 quand les résultats d'un essai clinique sur le sémaglutide (la molécule du Wegovy) ont montré une réduction relative de 20% du risque de ces événements graves, chez des patients obèses ou en surpoids non diabétiques.

La HAS a reconnu ce bénéfice, en le jugeant toutefois d'ampleur «modeste» dans la réduction des infarctus et AVC (non mortels) pour les personnes avec obésité sévère ou massive. Elle attend aussi davantage de données sur le tirzépate pour lui reconnaître un intérêt similaire. Aucune étude n'a pour l'instant été menée chez des personnes sans diabète ou obésité. «Il faudra voir l'évolution de la recherche et des prix, convient François Schiele. Mais dans un avenir plus ou moins lointain, il pourrait s'agir d'une arme supplémentaire chez des patients à très haut risque, pas forcément diabétiques ou obèses.»

DES SIGNES ENCOURAGEANTS EN CAS D'ALTÉRATION DES REINS...

Les spécialistes du rein ont aussi été piqués d'intérêt. «Le diabète de type 2 est l'une des principales causes de l'altération de la fonction rénale. Ces molécules se positionnent parmi les médicaments à utiliser pour en ralentir l'évolution», convient Thierry Lobbedez, néphrologue au CHU de Caen. L'essai clinique Flow, financé par Novo Nordisk et publié dans le prestigieux *New England Journal of Medicine* en 2024, a confirmé une réduction de 24% du risque d'atteinte rénale. Conclusions suffisamment solides pour que la Food and Drug Administration (FDA), l'agence du médicament

américaine, approuve l'Ozempic dans la réduction du risque de dégradation de la maladie rénale chez les adultes diabétiques de type 2. En analysant la littérature, la revue *Cochrane* s'est toutefois montrée circonspecte, dans une publication de février 2025, sur certains bénéfices notamment dans l'insuffisance rénale terminale.

...ET DU FOIE

La FDA a approuvé le Wegovy pour traiter la MASH, une aggravation de la «maladie du foie gras» qui peut aller jusqu'à une cirrhose ou un cancer. Elle s'appuie notamment sur les résultats intermédiaires d'un essai clinique: «Chez 63% des participants ayant pris du Wegovy, le syndrome de MASH a disparu, contre 34% pour ceux sous placebo». Côté français, c'est plus prudent. «Les analogues du GLP-1 pourraient être un secours pour les 15% de patients chez qui les changements d'alimentation et l'activité physique ne fonctionnent pas», nuance Bertrand Hanslik, membre de la Société française d'hépatogastroentérologie libérale, en attente de résultats solides. Actuellement, la HAS ne retient pas de bénéfices sur le foie.

D'un côté, «la perte de poids et l'amélioration des paramètres métaboliques [la glycémie, le cholestérol...] entraîne beaucoup de bénéfices indirects», détaille Mikhaïl Kolonin. Parmi eux, l'amélioration de l'apnée du sommeil, qui semble principalement liée à la perte de poids, a aussi été reconnue par la FDA pour l'une des molécules, le tirzépate. De l'autre, il y a «des effets directs». Car les récepteurs du GLP-1 – les protéines auxquelles ces molécules peuvent se lier – se trouvent dans le pancréas, les reins, le système digestif, immunitaire... De là semble naître une cascade d'effets observés ou supposés, encore à explorer.

DES PROMESSES SUR LES ADDICTIONS

Et si, parmi ces effets, se trouvaient les addictions? Une étude publiée en mars dans le *British Medical Journal* a alimenté cet intérêt.

A partir des données de 600 000 vétérans américains diabétiques, les analogues du GLP-1 ont été associés à une diminution du risque de 18% de dépendance à l'alcool, 20% à la cocaïne ou la nicotine, 25% aux opioïdes. Pour ceux étant déjà dépendants, le risque d'en mourir baisse de moitié; celui de faire une overdose de 39%. Pas assez pour confirmer un effet direct, mais suffisant pour continuer les travaux. «On ne comprend pas encore le mécanisme, il y a probablement un lien avec la dopamine et le système de la récompense», commente Mikhaïl Kolonin. Dans l'analyse des effets secondaires rapportés par les patients français sous injection qu'il mène pour l'Agence du médicament, Jean-Luc Faillie l'a aussi noté: «Certains déclarent des améliorations de leur addiction, par exemple à la cocaïne. C'est prometteur, mais on manque de preuves solides.»

DES RECHERCHES SUR ALZHEIMER

Dans les bénéfices potentiels, se trouve l'une des plus grosses pierres d'achoppement de la recherche: ralentir la maladie d'Alzheimer. Des études, dont l'une publiée dans le *Journal of American Medicine Psychiatry*, ayant observé moins de démence chez les patients sous injections, ont suscité un engouement parmi les médecins. La douche a été bien froide en novembre, lorsque deux essais cliniques de phase 3 financés par Novo Nordisk sur une forme orale du sémaglutide n'ont observé aucun ralentissement du déclin cognitif aux premiers stades de la maladie. «Le bénéfice potentiel n'est peut-être pas à invalider totalement: d'autres travaux rapportent que cette molécule doit être administrée à des doses beaucoup plus élevées par voie orale», commente Magalie Ravier, biologiste affiliée à l'Inserm. Il illustre en tout cas les précautions à prendre face à ces faisceaux d'indices prometteurs.

INDICES FRAGILES SUR PARKINSON

Certains indices, certes très fragiles, concernent la maladie de Parkin-

son: «Des études ont observé que, chez les patients diabétiques, le nombre de nouveaux cas était plus faible pour ceux sous analogues du GLP-1. Dans d'autres travaux, les injections ont semblé ralentir la progression des défauts moteurs à des stades précoces», décrit la chercheuse. Son équipe vient d'obtenir un financement pour étudier les mécanismes impliqués sur des modèles cellulaires. Le chemin est encore long pour peut-être confirmer leur efficacité chez l'humain.

RÉSULTATS TRÈS PRÉLIMINAIRES SUR LA PROGRESSION DE CANCERS

Les personnes obèses sont davantage à risque de développer treize types de cancers – comme ceux du sein, de l'endomètre, du colon, du pancréas... Et voilà comment les analogues du GLP-1 se sont immiscés dans les discussions entre pontes de la cancérologie à Chicago. Les résultats très préliminaires d'un travail mené à partir des données de 10 000 patients ont mis en évidence une réduction du risque de progression métastatique dans certains cancers, notamment du sein, des poumons, du colon ou du foie chez les patients prenant des GLP-1 par rapport à ceux soignés avec des antidiabétiques classiques. Des études allaient déjà dans ce sens, aussi dans d'autres localisations. La perte de poids n'est peut-être pas la seule explication: il pourrait y avoir la diminution de l'inflammation, une défense naturelle de l'organisme qui, si elle se prolonge, peut favoriser le développement de tumeurs entre autres complications et maladies; la privation de sucre et d'insuline dont les cellules cancéreuses ont besoin; l'aide au système immunitaire pour mieux les détecter, comme l'explique la Société américaine du cancer. Mais pour le confirmer, il va falloir plus d'études et surtout des essais cliniques.

UN ESPOIR POUR L'ARTHROSE

La possibilité d'une diminution de l'inflammation redonne aussi espoir aux personnes souffrant

d'arthrose. Là encore, il s'agit de signaux prometteurs, pas d'une indication validée.

LA BALANCE BÉNÉFICES-RISQUES

Et la liste des pistes à creuser est encore longue. Certains scientifiques espèrent des miracles sur le syndrome ovarien métabolique polyendocrinien (SMOP, ex-syndrome des ovaires polykystiques SOPK), la maladie de Crohn ou l'hyperphagie boulimique. Avec sa casquette de spécialiste des médicaments, Jean-Luc Faillie avertit: «Peut-être que ces promesses vont faire flop. Et si elles se confirment, il faudra du temps pour valider les indications et développer des médicaments.»

Mais, derrière le «miracle» des médicaments capables de soigner une foule de maladies, faut-il craindre le spectre d'un scandale sanitaire? La science ne sait pas lire dans les boules de cristal. Nausées, vomissements, maux de ventre: moins médiatisés que les pertes de poids spectaculaires, des effets indésirables existent bel et bien. «Non graves» pour les plus fréquents, mais très gênants pour ceux qui les subissent. La perte musculaire associée à la fonte des kilos et les risques de carence associés est aussi un point surveillé. Ils «doivent être pris en compte dans les recommandations nutritionnelles», souligne l'Agence nationale du médicament française. «Les grands essais cliniques ont principalement été menés sur des personnes assez jeunes, pointe pour sa part Mikhaïl Kolonin. Qu'en est-il pour les plus âgées? Ou ceux traités au long cours?»

Certains effets indésirables ont fait plus de bruit. Des cas, peu fréquents, de pancréatites – d'inflammations sévères et potentiellement mortelles du pancréas – ou de très rares, mais graves, atteintes oculaires pouvant rendre aveugle ont été relayés. D'autres effets graves sont reconnus officiellement, et des signaux surveillés, mais ils sont tous évalués comme étant rares et pas à même de stopper la commercialisation. Au total, selon le dernier rapport du gendarme français du médicament, 870 000 patients utilisent un analogue du GLP1 pour leur diabète – il n'y a pas de chiffre officiel pour le contrôle du poids. 376 cas graves ont été déclarés entre août 2023 et janvier 2025; 25 liés au mésusage pour perdre des kilos. Pas de quoi, selon les autorités sanitaires, remettre en cause la balance bénéfices-risques pour les patients diabétiques ou obèses. Mais un rappel de l'importance d'un suivi médical, du respect des consignes d'utilisation... et des limites du fantasme de la piqûre miracle. «Notre surveillance sert à protéger les patients en informant sur les effets indésirables, qu'on ne pourra pas supprimer, souligne Jean-Luc Faillie. D'autres pourraient être découverts, mais je doute qu'un signal apparaisse sur un risque très grave au point de les retirer du marché. Dans le traitement du diabète nous avons un recul de plus de quinze ans sur leur utilisation.»

APOLLINE LE ROMANSER

ÉDITOS/



Raphaël Glucksmann à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) samedi.

PHOTO CHA GONZALEZ

Le pari «mendésiste» de Raphaël Glucksmann: un choix risqué mais précieux

Par **THOMAS LEGRAND**
Chroniqueur politique

A Aubervilliers, Raphaël Glucksmann s'est positionné clairement sur l'échiquier et dans l'histoire politique contemporaine de notre pays. Pour ceux qui en doutaient ou voulaient faire douter, le candidat-de-dans-trois-mois a pu montrer qu'il n'était pas un néo-Macron, ni un social-libéral, ni de droite mais bien un candidat de gauche (appelons-le «candidat», même si ce n'est pas encore officiel, c'est plus simple et plus conforme à la réalité). Priorité numéro 1 à l'éducation et avant tout à l'école publique, afin que celle-ci ne soit plus le facteur de reproduction sociale qu'elle est devenue; planifica-

tion écologique et décarbonation pour se désintoxiquer des énergies fossiles, retrouver notre indépendance et ne «plus être dépendant des guerres de Trump et Nétanyahou»; taxation des plus riches, sortie de la logique de la prime à l'héritage qui est devenue le principal levier de la réussite sociale en France; rationalisme républicain – «le pays de Pasteur ne peut pas être celui des antivax et des complotistes».

Raphaël Glucksmann a à peine évoqué son concurrent à gauche, Jean-Luc Mélenchon, qui a le vent en poupe. Il se range dans la tradition de la gauche républicaine et démocrate. Pour cela, il a cité, comme unique référence, comme seul grand homme modèle: Pierre Mendès France. Ce choix paraî-

tra (à tort) trop modéré pour tous les tenants de la radicalité. Ils commettront alors un anachronisme très répandu à gauche depuis les années Mitterrand, ancré dans les esprits de façon particulièrement biaisée et injuste. Entré en politique avec le Front populaire, résistant de la première heure, Pierre Mendès France n'a pas beaucoup gouverné (huit mois comme président du Conseil en 1954). Mais sous la IV^e République, il a œuvré à la décolonisation alors que François Mitterrand, réputé plus à gauche, était beaucoup moins allant à détricoter l'«Empire». Le futur président de la République fut même un ministre de la Justice et de l'Intérieur de gouvernements répressifs en Algérie. Pierre Mendès France était pour une

«République moderne», pour une gouvernance plus démocratique et horizontale quand François Mitterrand, réputé plus à gauche, a finalement présidé selon les canons de la verticalité présidentielle et olympienne. Bref, en se mettant dans les pas de Mendès (sauf pour l'Europe, «PMF» n'était pas un Européen convaincu) Raphaël Glucksmann se place dans la lignée d'une gauche transformatrice plus que révolutionnaire et surtout qui entend démocratiser la société en «créant des ponts» plutôt que de recycler une dialectique de lutte de classe. La gauche Mendès, et plus tard celle de Rocard, est une gauche qui veut s'appuyer sur le monde associatif et les acteurs de terrain, une gauche du contrat plus que de la contrainte. Ainsi, Glucksmann a cité l'économie sociale et solidaire, ce que n'a pas fait Jean-Luc Mélenchon à Saint-Denis une semaine avant.

L'analyse politique du discours de samedi à Aubervilliers doit cependant aller plus loin que le simple constat de cette inscription résolue dans la lignée historique dans laquelle le candidat Glucksmann veut s'inscrire: celle d'une gauche qu'il faudra à un moment cesser d'appeler «non mélenchoniste». Les références et l'affichage des intentions sont là. Mais l'affirmation, dans un début de campagne, d'une affiliation valorisante, est toujours ce qu'il y a de plus facile. Les mesures concrètes ne sont pas encore là. Lorsqu'elles seront dévoilées, on pourra juger à la fois de leur financement et de leur applicabilité mais aussi du talent du candidat pour les défendre. On pourra alors savoir si Raphaël Glucksmann est le bon profil pour représenter cet espace politique socialiste et social-démocrate, en crise partout où il a brillé en Europe. Puisqu'il se réfère à Pierre Mendès France, l'homme du concret honnête et courageux, plus que de François Mitterrand, l'homme du lyrisme électoralement efficace; puisqu'il se réclame de l'homme qui a toujours considéré que l'élection du président au suffrage universel direct façon V^e République était une mécanique à fabriquer de l'illusion, du mensonge et de l'irresponsabilité; puisqu'il a décidé de s'inspirer de l'homme de la nuance, de la complexité et de l'intransigeance s'agissant de ses principes, le chemin mendésiste que Raphaël Glucksmann s'est choisi apparaît semé d'embûches. Mais, aussi, particulièrement précieux. ♦

A Evian samedi
 PHOTO HAROLD
 CUNNINGHAM. GETTY
 IMAGES. AFP



Au G7 d'Evian, l'Iran et les Etats-Unis prennent les têtes

Au raout des puissants, qui se tient de ce lundi à mercredi, les sujets initialement prévus devraient être éclipsés par la situation au Moyen-Orient, toujours très mouvante dimanche soir.

Par
DAMIEN DOLE
 Envoyé spécial à Evian-les-Bains
 (Haute-Savoie)

Des semaines que l'Élysée s'était résigné : le deuxième et dernier G7 d'Emmanuel Macron sera secoué par l'offensive déclenchée par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran. Mais, à la veille du début de l'événement, on ima-

gine les mines déconfitées de tous les conseillers, directeurs de cabinet et autres experts, ayant travaillé d'arrache-pied sur tous les G7 sectoriels – finance, métaux critiques, numérique. Car, alors que vendredi la Maison Blanche confirmait enfin la venue de Donald Trump à Evian-les-Bains, le sommet ayant été décalé d'un jour pour que le président américain puisse fêter ses 80 ans en organisant un combat de MMA

à la Maison Blanche, le Pakistan, médiateur dans le conflit, assurait qu'un accord de paix entre Téhéran et Washington était imminent. Peut-être même dimanche.

TOUT A BOUGÉ CENT FOIS EN TROIS JOURS

Entre le chaud et le froid sur ledit accord, les bombardements israéliens sur la banlieue sud de Beyrouth dimanche, qui ont courroucé

Trump, et le programme officialisé à la presse à la toute dernière minute, tout a bougé cent fois en trois jours. En dehors de l'édition de 2020 qui s'était tenue en visio, Covid oblige, il faut sûrement remonter à 2014 à Bruxelles – quand le G8 disparaissait avec l'exclusion de la Russie – ou à celui de 2005 au Royaume-Uni, percuté par les attentats de Londres, pour voir un G7 aussi précaire. En fait, dès le G7 Finance, en mai, les objectifs listés par Paris (déséquilibres mondiaux, transformation de l'aide publique au développement, minerais critiques) ont commencé à être éclipsés par la crise économique engendrée par la fermeture du détroit d'Ormuz.

La liste des puissants de ce monde (seulement trois « puissantes » sur les 17 présents) prévus sur les rives

du Léman devait pourtant suffire à en faire un événement majeur de la diplomatie internationale : les dirigeants des sept pays les plus industrialisés et démocratiques, ceux des cinq pays « partenaires » (Inde, Brésil, Corée du Sud, Kenya et Egypte), ainsi qu'Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, et António Costa, président du Conseil européen. D'autres leaders feront le déplacement en Haute-Savoie avec un statut d'« invités » : Volodymyr Zelensky pour l'aide à l'Ukraine ; Mohammed ben Zayed (Emirats arabes unis) et Tamim al-Thani (Qatar) afin de « définir des objectifs communs, et d'abord la réouverture d'Ormuz », explique l'Élysée. La société civile, elle, n'a eu droit qu'à dix accréditations, comme seul gage de participation aux trois

journaliers. Et ne pourra donc pas faire entendre sa voix sur la mise en danger de l'aide publique au développement que devrait entériner le sommet. A Genève dimanche, à l'autre bout du lac, 20 000 manifestants ont, de leur côté, appelé à une «*riposte internationaliste*» aux politiques défendues par le G7 et dénoncé «*le fascisme et l'impérialisme*».

UNE AVALANCHE DE RENCONTRES BILATÉRALES

Les journalistes arrivés à l'International Media Center dimanche ont en revanche découvert qu'il était impossible de rallier par navette le centre d'Evian. Et qu'il fallait soit marcher plus d'une heure soit dégoter un bus local, aux trajets fortement modifiés par l'événement. C'est donc ça une ville sous cloche. Emmanuel Macron, lui, est arrivé à l'hôtel Royal d'Evian vers 19 heures. Il va désormais falloir attendre l'atterrissage de Donald Trump lundi après-midi pour découvrir de quelle manière il pourrait à nouveau bouleverser le raout, lui qui avait déjà quitté un jour avant la fin celui de Kananaskis, au Canada, l'an dernier.

A ce stade, le président américain doit rencontrer son hôte français lundi soir, avant de déjeuner avec ses homologues mardi. S'ensuivra une avalanche de rencontres bilatérales avec les dirigeants des deux pays du Golfe invités, de l'Égypte et Narendra Modi, pour l'Inde. Le dîner Macron-Trump prévu mercredi soir au château de Versailles – un honneur que le chef de l'État français avait réservé à Vladimir Poutine en 2017 – sera le dernier rendez-vous de l'Américain avant qu'il ne retransverse l'Atlantique. Sauf qu'il a à son agenda une «représentation culturelle» mardi soir. Et un accord de paix? ◀

Emmanuel Macron et l'Europe, neuf ans de chamboulements

Après Biarritz en 2019, le chef de l'Etat accueille à nouveau les grandes puissances dans un monde bouleversé. L'Ukraine, le retour de Donald Trump et l'agressivité commerciale chinoise l'ont forcé à orienter l'Europe vers davantage de souveraineté.

Après les rivages houleux de l'Atlantique basque en 2019, les leaders du G7 posent à nouveau leurs valises en France, sur les rives plus placides du lac Léman, pour un sommet qui n'aura cependant rien de paisible. Pour Emmanuel Macron, ce sera la dernière rencontre de ce format en qualité de président de la République. Deux mandats à tourbillonner sur la scène internationale en chef de la diplomatie française – voire européenne. Son entourage se plaît à rabâcher que la présidence d'un second G7 dans une carrière de chef d'Etat est une performance rare. Cette année, à Evian, Macron sera le seul à pouvoir s'en targuer. Pour la deuxième fois également, il reçoit son homologue américain dans ce contexte. Mais en 2019, le Donald Trump du premier mandat n'avait pas encore désorganisé l'ordre mondial, et l'Europe elle-même jugeait excessives les thèses macroniennes de «souveraineté» continentale sur les questions de défense et de géopolitique.

Sept ans plus tard, la cohésion du Vieux Continent est singulièrement renforcée, le volontarisme d'Emmanuel Macron ayant profité de deux défis majeurs : la guerre en Ukraine et le caractère erratique du président américain.

Soudure. Invité systématiquement depuis le début de l'invasion russe – qui a également transformé la présidence française du Conseil de l'UE, de janvier à mai 2022, en présidence de guerre –, le président ukrainien, Volodymyr

Zelensky, participera mardi matin à une session de travail. L'enjeu, cette année, consiste à convaincre Donald Trump de soutenir l'offre ukrainienne de dialogue direct avec Vladimir Poutine et de renoncer à exiger que Kyiv abandonne l'ensemble du Donbass, en acceptant la feuille de route inchangée de Moscou.

L'invasion russe de l'Ukraine a permis d'accélérer la soudure de l'Europe : sanctions contre la Russie, accueil des réfugiés ukrainiens, statut de candidat à l'UE pour l'Ukraine, *Zeitenwende* («*changement d'ère*») côté Berlin, où le pacifisme n'est plus le maître mot... Mais le contenu de cette cohésion a d'abord été atlantiste : la guerre a relégitimé l'Otan et son protecteur américain (la Finlande et la Suède ont rejoint l'Alliance) et c'est la lecture est-européenne de la Russie qui a alors triomphé, pas celle de Paris. Pire : la navette diplomatique de Macron, en février 2022, et l'injonction de «*ne pas humilier la Russie*» ont eu pour effet de l'isoler au sein même d'une solidarité retrouvée.

La barre est redressée en mai 2023, quand le Président bat sa coulpe à Bratislava. «*Nous avons parfois manqué d'écoute*», reconnaît-il à l'adresse des Européens du centre et de l'Est, pour marquer le réengagement de la France dans cette direction. En février 2024, à la Conférence de Paris, il rompt le tabou et parle de troupes au sol. «*Rien ne doit être exclu*», assure-t-il en théorisant l'«*ambiguïté stratégique*» face à Moscou. Enfin, la réélection de Donald Trump, fin 2024, agit comme un accélérateur.

Car la rupture transatlantique se manifeste en premier et le plus brutalement dans le dossier ukrainien. Dès son retour à la Maison Blanche, Trump s'est affairé à établir une ligne directe avec Vladimir Poutine. Après un coup de fil entre l'Américain et le Russe, le discours outrancier antieuropéen de JD Vance à Munich, et l'ouverture de négociations américano-russes sans les Européens à Riyad, Macron convoque, le 17 février 2025, une réunion de crise. C'est l'acte

de naissance de ce qui deviendra la «coalition des volontaires», qui rassemble 35 pays au début de 2026. Il s'agit désormais de penser la sécurité européenne «avec ou sans» les Etats-Unis.

L'impulsion est donnée, notamment avec le plan «Rearm Europe» (renommé «Readiness 2030»), présenté en 2025 par la Commission européenne pour renforcer les capacités militaires de l'Union à l'horizon 2030, en mobilisant 800 milliards d'euros. Ou encore l'accord franco-britannique de Northwood, pour une coopération nucléaire et stratégique accrue entre la France et le Royaume-Uni. Et surtout la «dissuasion avancée», présentée par Emmanuel Macron sur l'île Longue en mars, pour une «européanisation» du potentiel dissuasif de l'arsenal nucléaire français.

Industrie lourde. Donald Trump n'est pas le seul agent centripète de l'Europe. L'autre géant auquel les pays de l'UE doivent faire face, c'est la Chine. A Evian, la priorité absolue fixée par les sept pays participants est d'avancer sur la question des «déséquilibres mondiaux» auxquels participe grandement Pékin, qui, selon l'Elysée, produit trop.

Depuis la sortie du Covid, Paris pousse pour plus de souveraineté européenne, surtout économique cette fois-ci, face à la Chine, par la voix d'Emmanuel Macron ou celle de son protégé, Stéphane Séjourné, vice-président exécutif de la Commission européenne chargé de la Stratégie industrielle.

La France a remporté plusieurs batailles, depuis 2025, face à une Allemagne qui a toujours refusé d'ériger des barrières économiques, en particulier contre la Chine, faisant de l'Europe le dernier grand marché intégré à agir de la sorte. Surtout, signe que le barycentre évolue, de plus en plus de fonctionnaires à Bruxelles appellent, dans le sillage de Paris, à sortir de la naïveté.

Plusieurs textes ont été présentés par la Commission pour protéger son industrie lourde (acier et aluminium en tête) et des pans de la transition énergétique, comme l'éolien et les pompes à chaleur. L'illustration la plus spectaculaire d'une forme de rééquilibrage économique européen au profit de la France fut la présentation de «l'accélérateur industriel» (Industrial Accelerator Act, IAA) par Ursula von der Leyen en mars. Même si Paris n'a pas eu gain de cause sur tout, Emmanuel Macron, pourtant chantre assumé en 2017 du libéralisme économique, a réussi à intégrer des dispositions qui tendent vers un ersatz de protectionnisme européen. Qui n'est pas du goût des constructeurs automobiles allemands, habitués à commercer sans intermédiaires avec Pékin.

L'envie qu'a eu le Président de pousser vers toujours plus d'intégration européenne s'est toutefois heurtée à des limites qui ne sont pas que symboliques. La reconnaissance de la Palestine, et plus largement la réponse militaire d'Israël à Gaza et au Liban, ont fracturé le couple franco-allemand et l'UE, tout comme l'accord avec le Mercosur, auquel se sont opposés la France et seulement quatre autres pays, l'Autriche, la Hongrie, l'Irlande et la Pologne.

Au bord du Léman et à moins d'un an de la fin de son second mandat, Emmanuel Macron pourra certes contempler une Europe changée, plus unie, mieux armée, davantage consciente de ses vulnérabilités. Une Europe peut-être plus forte qu'en 2019, mais dont l'unité reste fragile, et l'autonomie inachevée.

VERONIKA DORMAN

et D.Do Envoyé spécial à Evian



Emmanuel Macron a reçu à l'Elysée les «groupes d'engagement» préparatoires au G7, mercredi. PHOTO C. PETIT TESSON. AFP

CHALEUR ET EXAMENS

Avec les horaires adaptés, le ministère brasse de l'air

Alors que les températures repartent à la hausse cette semaine, le ministre de l'Éducation a rappelé dimanche que les épreuves du bac général et technologique se tiendraient désormais le matin. Une décision prise l'an dernier sous pression des syndicats, pour qui il reste beaucoup à faire.

Par
**MARLÈNE THOMAS
DECREUSEFOND**

Le ministre de l'Éducation nationale, Edouard Geffray, a sorti les rustines. Interrogé sur France Inter dimanche matin, à la veille des épreuves de philosophie de ce lundi et alors que les températures vont augmenter drastiquement cette semaine, ce dernier répondait à une auditrice inquiète: «Je ne souhaite plus qu'aucun examen se déroule les après-midi, parce que malgré tout globalement entre 8 et 12 heures, si vous aérez le matin, ça reste à peu près frais. On ne peut plus se permettre d'avoir des épreuves aujourd'hui, en mai ou en juin, qui font 14-18 heures.»

«C'est encore le ministère de la grande débrouille», raille Sophie Vénétitay, secrétaire générale du Snes-FSU, le premier syndicat du secondaire. Derrière ce qui ressemble à une annonce se cache en réalité une victoire syndicale. Le calendrier du baccalauréat général

et technologique, tout comme celui du brevet, a été adapté dès l'an dernier. «Tous les ans, on intervient lors de la préparation du calendrier des examens en fin d'année pour dire qu'au regard de la progression du réchauffement climatique, il faut mettre les épreuves le matin. L'an dernier, on a été entendu», salue Sophie Vénétitay.

LES ÉLÈVES DE BAC PRO OUBLIÉS

Une adaptation facilitée par la réforme du bac, qui a fait drastiquement baisser le nombre d'épreuves écrites avec l'intégration du contrôle continu. Les épreuves de spécialité, organisées l'après-midi les années passées, sont désormais matinales. Les oraux – de français pour les premières et le grand oral pour les terminales, s'étirant du 22 juin au 1^{er} juillet – n'ont en revanche pas été intégrés à ces changements. «L'an dernier, l'oral de français était tombé durant la canicule. Des élèves s'étaient sentis mal, tout comme des examinateurs qui restaient toute la

journée dans des salles parfois surchauffées. Certains avaient même amené leur propre ventilateur», se souvient la responsable syndicale. Quant au brevet des collèges, les épreuves s'étaleront sur trois jours, le 26, 29 et 30 juin, au lieu de deux auparavant. Ce qui permet à la majorité des élèves de boucler leurs copies au maximum à 14h30, sauf en cas de tiers-temps.

Les grands oubliés restent les élèves de bac professionnel, dont les épreuves se sont déroulées matin

«On nous dit de fermer les rideaux alors qu'il n'y en a pas, de trouver des salles fraîches alors qu'il en manque.»

Sophie Vénétitay secrétaire générale du Snes-FSU

comme après-midi entre le 20 mai et le 1^{er} juin, en pleine canicule. «On nous disait que c'était trop complexe de le faire dans ce cas. Il me semble qu'il est possible en desserrant le calendrier d'avoir des épreuves que le matin. Cela dénote une forme de mépris pour le bac pro», pointe Sophie Vénétitay. Fin mai, «des élèves ont fait des malaises, ont dû quitter les épreuves car ils n'en pouvaient plus». Une enquête du syndicat a démontré que 77,6% des établissements du secondaire avaient relevé des températures supérieures à 30°C durant la période. Les déclarations d'Edouard Geffray laissent entendre une reconduite de cette mesure et sa généralisation à la filière professionnelle pour 2027. Sollicité par Libération, le ministère n'a pas donné suite.

L'ADAPTATION DU BÂTI, UN ENJEU MAJEUR

Aucune mesure spécifique n'a été annoncée, en revanche, pour les autres élèves et enseignants toujours en cours, en particulier dans le pre-

mier degré et en collège. Et ce, malgré des conséquences bien connues sur les apprentissages: une étude menée par les universités de Harvard, UCLA et Georgia State démontrait, en 2020 que plus les températures sont élevées, moins bons sont les résultats scolaires. La perturbation de la concentration et des facultés intellectuelles se lit dans la baisse des notes dès que le mercure dépasse les 32°C. «Comme les années précédentes, ça va être de la débrouille. On nous dit de fermer les rideaux alors qu'il n'y en a pas, d'ouvrir les fenêtres alors qu'elles sont fermées pour raisons de sécurité, de trouver des salles fraîches alors qu'il en manque», réagit Sophie Vénétitay.

Le plan ministériel de gestion des vagues de chaleur, présenté fin mai, survole seulement l'enjeu majeur de l'adaptation d'un bâti scolaire, souvent vétuste, en recommandant un diagnostic. Quelques mois plus tôt, en janvier, en réponse à une question parlementaire de La France insoumise, le gouvernement faisait valoir



Le nouveau calendrier des épreuves a été facilité par la réforme du bac,



qui a fait drastiquement baisser le nombre d'épreuves écrites. PHOTO FLORE-AËL SURUN. TENDANCE FLOUE

les efforts entrepris pour appuyer les collectivités territoriales, à travers le plan national de rénovation énergétique et d'adaptation au changement climatique des établissements scolaires, mis en œuvre en 2023. Ce dernier vise à soutenir 40 000 projets sur dix ans, dont 10 000 d'ici la fin 2027. Ce que l'exécutif se garde de dire est que l'un des fonds spécialement alloués et conditionné à l'enjeu «du confort d'été», le fonds vert, a encore fondu : il est passé de 2,4 milliards en 2024 à 837 millions d'euros cette année.

Avec plus ou moins de volontarisme, chaque pays s'attelle donc à adapter son système à cette nouvelle réalité. A Rotterdam et dans le Brabant occidental, aux Pays-Bas, un système d'horaires «tropicaux» permet d'adapter la journée, en la commençant plus tôt, à 8 heures et en la finissant à midi. En Allemagne, un congé spécifique existe depuis la fin du XIX^e siècle et peut être instauré par les établissements, selon les conditions établies par chaque Länder. ◀

«On commence à prendre conscience de la nécessité de rénover les écoles»

Pour la géographe Magali Reghezza-Zitt, les pouvoirs publics ne peuvent plus se contenter des dispositifs classiques d'adaptation face à l'urgence de la situation climatique.

Et de deux, avant même le début de l'été. Après la dizaine de jours de fortes chaleurs d'une précocité inédite fin mai, des températures dépassant les 35°C de jour et ne descendant pas sous les 20°C la nuit sont à nouveau attendues sur à peu près l'ensemble de la métropole cette semaine. Si le mercure n'atteint pas ses records annuels, généralement

cantonnés à juillet et août, le problème de ces pics précoces est qu'ils interviennent hors de la pause estivale : c'est la période du bac (*lire ci-contre*), la vie économique bat son plein, comme les rencontres sportives de fin d'année.

L'adaptation à la chaleur à ce moment reste un impensé, regrette la géographe Magali Reghezza-Zitt, ex-membre du Haut Conseil pour le climat. Spécialiste des risques et de l'adaptation au réchauffement climatique, elle vient de publier *Bienvenue en 2055. Dans un monde neutre en carbone* (Seuil). Elle imagine une France qui a réussi à atteindre la neutralité carbone en une génération, au prix de

nombreux changements et d'un volontarisme politique fort. Pour elle, il s'agit de la mère de toutes les batailles, indispensable pour faire face à ces épisodes météorologiques éprouvants et parfois mortels.

En quoi la précocité et la succession des épisodes de très fortes chaleurs est-elle dangereuse ?

Cela nous affecte tous physiquement. Le passage de températures proches des normales saisonnières à des pics de chaleur crée un « choc thermique » sur nos organismes, y compris chez les jeunes. La chaleur nocturne empêche en outre la récupération. Or d'après Santé publique France, le dernier épisode de chaleur s'est produit « dans une période importante d'activités scolaire et professionnelle », avec « des impacts plus élevés que ceux observés habituellement chez les populations de moins de 15 ans et de 15 à 45 ans ». Cette situation s'explique notamment par le fait que les canicules survenaient d'habitude pendant les « grandes vacances », quand les écoles sont fermées et que l'activité économique tourne au ralenti.

En 2019, une canicule précoce, en juin, avait notamment perturbé les épreuves du brevet. A l'époque, les climatologues expliquaient déjà qu'un tel événement aurait eu peu chances de se produire dans un climat non réchauffé par l'humain. Notre vulnérabilité accrue découle de l'inadaptation à l'intensification du réchauffement.

C'est-à-dire ?

On a pris un grand retard dans l'isolation thermique des logements, la lutte contre les îlots de chaleur urbains, l'adaptation des écoles ou des transports. Actuellement, on commence enfin à prendre conscience de la nécessité de rénover les écoles, de travailler sur le temps et le calendrier scolaire, la présence des adultes, l'accès aux établissements, la continuité de l'enseignement. Si on ne le fait pas, on verra augmenter les risques de décrochage scolaire. Les canicules, c'est un confinement qu'on s'impose avec une augmentation des violences intrafamiliales, un alourdissement de la charge des femmes, qui portent encore une majorité du travail domestique.

Et sur le lieu de travail ?

Certaines entreprises ont déjà adapté le temps de travail, parfois décalé à la nuit – il doit alors être rémunéré en conséquence. Des ajustements spécifiques (congés, chômage technique) permettent aux gens de ne pas aller travailler si les conditions météo l'empêchent. Le point crucial reste l'accompagnement des métiers où l'exposition à la chaleur est inévitable, dans l'industrie ou la restauration. On peut aussi penser aux personnels de sécurité civile et intérieure (gendarmes, policiers, militaires et pompiers), aux personnels pénitentiaires – et aux détenus – qui doivent travailler ou vivre dans des conditions de plus en plus dures.

Quel est le coût des épisodes de chaleur ?

L'an dernier, l'assureur Allianz Trade a estimé à 0,3 point de PIB la perte de richesse liée à la vague de chaleur de fin juin-début juillet en France. Cette année, le même estime le coût des vagues de chaleur entre 2026 et 2030 à environ 207 milliards d'euros, entre dommages, pertes d'activité, chômage technique... Les montants augmentent bien plus vite que le réchauffement, parce que les vulnérabilités se cumulent, et parce que nos dispositifs pour faire face sont poussés à la limite de leurs capacités.

On pense instinctivement aux hôpitaux.

En 2023, après un été 2022 caniculaire, le Haut Conseil pour le climat avait signalé l'atteinte des limites capacitaires pour la sécurité civile, les pompiers, les hôpitaux, les médecins. A cela, il faut ajouter

les impacts sur les infrastructures, telles que les réseaux d'énergie ou de trans- **Suite page 10**



INTERVIEW



Une cour «oasis» à l'école élémentaire Charles-Hermite dans le XVIII^e arrondissement de Paris. PHOTO STÉPHANE LAGOUTTE. MYOP

Suite de la page 9 ports. On risque d'arriver très vite à des perturbations majeures, avec des effets dominos sur le travail, l'activité économique, la continuité des services publics, etc. Les décideurs doivent gérer en même temps des problèmes de sécurité sanitaire et les conséquences pour l'activité économique dans son ensemble. On entre dans la gestion de crise permanente.

Donc non seulement on n'a pas su jusqu'ici aller assez vite dans l'adaptation, mais en plus, on s'est trompé dans la façon de la penser ?

On ne peut plus raisonner sur le mode «un problème, une solution», ni se contenter des dispositifs classiques de gestion de l'urgence. L'amplification des événements climatiques entraîne des conséquences en cascade dans tous les secteurs de la vie quotidienne et économique. Le danger auquel on essaie de s'adapter évolue constamment. Les vulnérabilités augmentent sous le cumul des crises. Tant qu'on n'aura pas décarboné et que le changement climatique continuera à progresser, le risque continuera à augmenter.

Dans votre livre, vous imaginez justement une France décarbonée en 2055. Ce monde est-il agréable à vivre ?

Avec les transformations nécessaires pour atteindre cet objectif, nous allons manger plus de produits locaux et de saison, plus de légumineuses et de fruits secs, moins de plats ultratransformés. Moins de viande, mais des morceaux plus nobles. Moins de vêtements, de meubles, d'équipements, mais plus solides et réparables. On va chasser les fibres synthétiques dérivées du pétrole et réduire les emballages plastiques. On va réemployer, recycler, miser sur la qualité au lieu de la quantité. Ce sera le retour du petit commerce pour limiter les déplacements. On aura besoin de métiers manuels : couturier, jardinier, ébéniste et menuisier, travail de la pierre, du bois, du métal, agriculteurs bien sûr.

Les transports en commun seront plus nombreux, parfois gratuits. Quand on aura besoin de solutions motorisées, on utilisera des véhicules électriques (voiture, vélo, etc.), des transports partagés, des taxis collectifs à la demande. Les bénéfices sont énormes : moins de bruit, de pollution ou d'allergies, des villes plus sûres pour les piétons. Les logements ré-

«Les cinq prochaines années peuvent être des années de crises très intenses du fait des conséquences du changement climatique, auxquelles vont s'ajouter les menaces géopolitiques.»

novés thermiquement, c'est plus de confort et des factures qui baissent. Des espaces publics requalifiés et végétalisés, ce sont des solidarités plus fortes et de la convivialité. Donc oui, ce monde peut être désirable.

Mais il sera quand même plus chaud...

Seule la neutralité carbone stoppe le réchauffement climatique, mais nous ne reviendrons pas en arrière car le CO₂ que nous avons émis par le passé reste longtemps dans l'atmosphère. Nous ne connaissons plus de notre vivant le climat de notre enfance. Les hivers seront plus doux, les sols plus secs, les orages plus intenses, les canicules plus précoces. Le 50° va devenir possible alors qu'aujourd'hui, contrairement à ce qu'on entend, il est rarissime. Le record enregistré ces dernières années est de 54,3° dans la vallée de la mort.

Pourquoi la décarbonation est-elle la priorité ? Contre la chaleur, on penserait plutôt climatisation et îlots de fraîcheur...

On ne peut pas guérir une maladie chronique et dégénérative uniquement en traitant les symptômes. Il faut s'attaquer aux causes du problème et pour le réchauffement, la cause est désormais connue avec certitude : c'est le cumul de gaz à effet de serre, notamment d'origine humaine, dans l'atmosphère. Et s'il faut faire vite, c'est que le changement climatique fragilise désormais les ressources et les moyens dont nous disposons pour assurer notre résilience, individuelle et collective.

Il est donc urgent de bâtir une vision pour décarboner d'ici 2055. Car, en attendant, nos

filets de sécurité collective doivent répondre à des besoins croissants, alors que les recettes baissent. Les associations sont débordées, les bénévoles sont eux-mêmes en difficulté... Idem pour la solidarité familiale ou de voisinage. Plus on repousse la décarbonation, plus le réchauffement s'aggrave, plus nos outils d'adaptation sont inefficaces et plus nos sociétés se fragilisent. C'est un cercle vicieux.

La climatisation est-elle à ranger parmi les solutions obsolètes ?

Dans ces périodes de chaleur, il est indispensable de produire du froid. Mais la climatisation est un faux problème qui ne sert qu'à polariser le débat et à détourner l'attention. Notamment parce qu'on raisonne sur la base d'une solution miracle. Et même si on arrivait à équiper tous les foyers de climatiseurs individuels qui fonctionnent avec des températures supérieures à 45°C (on parle même de 50° d'ici vingt-cinq ans), ce qui n'est pas gagné, le problème de la précarité énergétique nous rattraperait avec l'explosion des factures d'électricité.

On ne peut pas penser la production de froid sans prendre en compte les inégalités et sans réfléchir à la maîtrise de la demande. On a

besoin d'agir sur l'efficacité énergétique, avec des solutions qui n'émettent pas ou peu de CO₂, mais aussi sur la sobriété des consommations. Il faudra aussi mutualiser la ressource : aujourd'hui, dans les Ehpad, il y a souvent une pièce réfrigérée, partagée par les résidents. Il faut généraliser cette logique d'ici 2055.

Peut-on vraiment décarboner notre pays en moins de trente ans ?

Ma grand-mère est née en 1926. Entre sa naissance et 1955, avec la Seconde Guerre mondiale et les débuts de la reconstruction, elle a connu des bouleversements bien plus grands que ceux dont on parle. Pour y parvenir, peut-être faudrait-il «dé-climatiser» la question, c'est-à-dire arrêter de penser le sujet uniquement dans le cadre du réchauffement climatique. On peut faire de la décarbonation une solution aux problèmes des ménages et des entreprises auxquels les responsables politiques et économiques doivent répondre. Santé, éducation, emploi, travail, logement, pouvoir d'achat, sécurité, géopolitique, industrialisation, compétitivité des entreprises, impôts... Tout cela peut trouver une réponse dans les options de décarbonation qui existent déjà. Nous prenons l'habitude de raisonner dans le cadre du déficit public, mais toujours pas en prenant en compte le déficit carbone, qui consiste à émettre plus que ce que nous pouvons «dépendre».

Le début de la campagne présidentielle vous donne-t-il des raisons d'espérer ?

Nous risquons de passer le cap des +1,5°C de réchauffement moyen de la planète durant le prochain mandat présidentiel. C'est un cap symbolique. Les cinq prochaines années peuvent être des années de crises très intenses du fait des conséquences du changement climatique, auxquelles vont s'ajouter les menaces géopolitiques. Il est urgent de se poser la question : comment s'adapte-t-on à la décarbonation, à ce monde de l'après-fossile ? Tous les changements que j'esquisse en imaginant 2055 montrent le besoin d'imaginer les chemins de la transformation et de s'y engager dès maintenant.

Le projet de société que ça implique n'est pas dans les mains des scientifiques, mais dans celles des décideurs politiques et économiques qui construisent les cadres de l'action collective et individuelle. Le défi climatique est un défi existentiel, mais c'est aussi une occasion de renouveler les logiques politiques, à droite comme à gauche, et de proposer au vote des citoyens des visions différentes de notre avenir, afin qu'ils se déterminent en fonction de leurs valeurs et leurs convictions.

Recueilli par **THIBAUT SARDIER**



Travailler sur le calendrier scolaire s'impose. PHOTO STÉPHANE LAGOUTTE. MYOP

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DANS LE BÂTIMENT : ÉCOUTER ENFIN CEUX QUI LA FONT

La décarbonation du bâtiment est un défi climatique, économique et stratégique. Elle engage notre capacité à réduire les émissions, à préserver le pouvoir d'achat des ménages et à renforcer notre souveraineté énergétique. Pour y parvenir, la France dispose d'un atout majeur : un mix énergétique diversifié et des solutions complémentaires.

Le parc immobilier français est profondément hétérogène. Tous les bâtiments, tous les territoires et tous les ménages ne font pas face aux mêmes contraintes. Une transition réussie devra tenir compte de cette réalité. Électricité décarbonée, gaz verts, rénovation performante, équipements hybrides, réseaux de chaleur urbains : toutes ces solutions, combinées ensemble, permettront de répondre à la diversité des besoins et des territoires.

C'est pourquoi les récentes orientations réglementaires sur les bâtiments neufs qui prônent la seule électrification nous interrogent. Nous, acteurs du bâtiment, de l'énergie, du logement et des territoires et représentants de consommateurs appelons au maintien des systèmes hybrides, à la reconnaissance du rôle des gaz renouvelables et à une trajectoire cohérente

avec les réalités et la temporalité du terrain, pragmatique et innovante.

Ces positions ont été largement exprimées notamment lors des consultations du Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique (CSCEE) et du Conseil supérieur de l'énergie (CSE). Elles doivent aujourd'hui être entendues.

Notre pays doit développer une électricité décarbonée tout en accélérant la production de gaz verts, pour conjuguer ambition climatique, défense du pouvoir d'achat, défense des compétences et des emplois, indépendance énergétique et relance de la construction.

Écouter le terrain, c'est faire le choix de solutions concrètes, efficaces et durables.

Cette tribune est cosignée par :



UNION À GAUCHE

Des édiles prêts à remuer ciel et mairies

Quatre maires, élus ou réélus lors des dernières municipales grâce à des listes d'union, appellent la gauche non mélenchoniste à s'inspirer du dialogue local pour la présidentielle et à s'unir autour d'un projet commun plutôt que d'une personnalité.

Bientôt trois mois qu'ils ont été élus ou réélus à la tête de leur ville et grâce à, souvent, de larges coalitions. Parfois c'est un(e) socialiste qui tirait l'attelage, parfois un(e) écologiste ou un communiste. Les maires de gauche ont

pu penser que leur réussite pouvait influencer sur leurs responsables nationaux en vue de 2027.

Las, l'union de la gauche non mélenchoniste n'a jamais semblé aussi impossible à moins d'un an du premier tour de la présidentielle. *Libé*

est allé sonder les maires de Rennes, Nîmes, Grenoble et Lille et leur a demandé leur avis sur l'état de santé de leurs familles politiques. Le constat est rude mais loin d'être désespéré.

LILIAN ALEMAGNA

NATHALIE APPÉRÉ (PS), RENNES «IL FAUT TROUVER DIX PROPOSITIONS CONCRÈTES QUI PARLENT AUX FRANÇAIS»

«Je partage l'inquiétude, l'hésitation et le questionnement qui traversent le peuple de gauche. Il attend de nous de l'unité. Nous avons bien vu aux deux dernières élections combien ils exigeaient de pouvoir mettre dans l'urne, de façon enthousiaste, un bulletin "union de la gauche". Je ne pense pas avoir la recette magique. Mais avec beaucoup d'humilité, je peux témoigner de la démarche que nous avons entreprise à Rennes, aux municipales.

«Dans un moment où l'on constate la porosité entre la droite et l'extrême droite, nous nous sommes concentrés sur le combat à mener contre ces adversaires plutôt que sur nos divergences, nos identités et nos histoires respectives. La démarche programmatique a donc été le point de départ de ce travail d'union: plutôt que de commencer par des "lignes rouges", des "totems" ou des "tabous" de chacun, nous nous sommes demandé, thème par thème, politique publique par politique publique, ce qui nous rassemble à gauche.

«Au bout d'une quarantaine d'heures de travail, en "conclave", les douze formations politiques – hors in-soumis – qui avaient accepté de participer sont tombées d'accord sur 400 propositions que nous avons ensuite

confrontées à la société civile: qu'attendaient concrètement les Rennais sur le logement, le pouvoir d'achat, la lutte contre les discriminations, la culture, l'éducation, la transition écologique? Que pouvions-nous porter en commun? Cette union sincère et ce programme clair ont constitué une formule gagnante. Je ne sais pas jusqu'où cela peut être reproductible mais un électeur de gauche ne peut pas avoir, pour la troisième fois consécutive, à choisir entre la droite et l'extrême droite au second tour de l'élection présidentielle. Il veut un candidat capable d'incarner une offre politique qui rassemble et pouvoir se référer à des propositions concrètes.

«C'est d'ailleurs le problème de la gauche au plan national: est-on encore capable de définir clairement ce que ferait la gauche au pouvoir? A l'échelle locale, nos électeurs savent ce qu'est la gauche sociale-écologiste: des services publics de proximité, de l'éducation, de la culture, le choix de la végétalisation de la ville, de régies publiques... En réalité, nos logiciens politiques

n'ont jamais été aussi proches. Je ne vois donc pas ce qui pourrait bloquer sur un processus de convergence et d'offre commune.

«Il n'est pas trop tard. On doit pouvoir enfermer des gens ensemble tout l'été pour qu'ils en sortent, au moins, avec dix propositions concrètes qui parlent aux Français. Et s'il faut une grande maison, je suis volontaire pour la recherche immobilière!»

Recueilli par L.A.



Des militants appelant à l'union des gauches, place de la République à

ARNAUD DESLANDES (PS), LILLE «RANGEONS LES EGO ET LES DRAPEAUX!»

«Je le dis au Parti socialiste et aux autres partis de gauche: "Ressaisissez-vous." Nous sommes aujourd'hui dans un épais brouillard dans la gauche non mélenchoniste. Tous les matins, nous avons un nouveau candidat: rangeons les ego et les drapeaux! Il ne faut pas qu'on se cantonne à réfléchir sur le prochain congrès, sur la prochaine motion, dans notre pré carré. Il faut réfléchir à l'intérêt du pays et à la façon dont il peut croiser l'intérêt de la gauche.

«Je suis très surpris et très inquiet de ce début de campagne. J'ai écouté ce que Jean-Luc Mélenchon a pu dire à Saint-Denis: il parle de la "nouvelle France",

et la question sociale disparaît au second plan, elle n'existe plus. Elle est pourtant centrale. On va fêter les quatre-vingt-dix ans de l'été 36, on peut peut-être retrouver une forme d'inspiration issue du Front populaire, et s'engager sur des propositions fortes. Par exemple une sixième semaine de congés payés.

«Il va falloir que tout le monde revienne à la raison, pour offrir un débouché politique, et remettre les enjeux sociaux au centre de la réflexion. A Lille, je vois beaucoup de Français qui s'inquiètent de ne pas pouvoir emmener leurs enfants en vacances cette année. Sur les marchés, dès le deuxième week-end du mois, on observe qu'il y a moins de monde. Les enjeux de vie – voire de survie – quotidienne priment. Ce n'est pas juste une question de casting qui est posé, mais de projet et de vision.





Paris, le 9 juin 2024. PHOTO CHA GONZALEZ

«La candidature de Jean-Luc Mélenchon est une impasse. C'est une impasse sur le fond, parce qu'opposer la "nouvelle France" à la vieille France, c'est toujours opposer les Français entre eux. C'est aussi une impasse stratégique: il ne peut pas gagner l'élection présidentielle. Il veut être le meilleur candidat du premier tour, mais il sera le pire candidat du second tour. Il faut donc une autre alternative à gauche, et il serait temps qu'elle apparaisse vite.

«Je ne rentrerai pas dans des considérations sur les modalités: primaire, pas primaire, peu importe... Mais il faut que ce rassemblement se fasse, de François Ruffin à Raphaël Glucksmann, comme le dit la formule consacrée. Les insoumis ont une organisation prête à la campagne, et nous, nous donnons l'impression d'être encore en train de chercher la bonne formule. Je ne suis

pas enthousiaste à l'idée d'une primaire, car elle nous amène forcément à nous opposer, et elle n'est pas une garantie de succès. François Hollande en 2011 est le seul exemple d'une primaire réussie, à droite comme à gauche. Les autres ont été battus dès le premier tour. Si c'est le chemin choisi, ce sera le chemin choisi. Mais qu'on choisisse et que le calendrier se détermine vite.

«Je prends la situation lilloise: il y a eu un duel à gauche, et c'est la gauche démocratique et écologique qui a gagné. On a pris le temps, on s'est écoutés et on a fait un pas les uns vers les autres. Il faut sortir des postures, et faire des compromis, sinon on n'en sortira pas. Et si chacun y va seul, la Berezina est au bout du chemin. Il faut trouver les conditions d'une union.»

Recueilli par
STÉPHANIE MAURICE
Correspondante à Lille

VINCENT BOUGET (PCF), NÎMES «C'EST MAINTENANT QUE ÇA SE JOUE»

«La gauche, éclatée, n'est pas au niveau des enjeux. Ses électeurs, et au-delà nos concitoyens, sont inquiets, voire déçus, et pour certains, résignés. 2027 leur paraît loin. Car si l'échéance agite beaucoup le monde politico-médiatique, la population, elle, a surtout des préoccupations assez quotidiennes. Les appareils politiques ne sont pas suffisamment tournés vers elle. Il y a une forme de déconnexion.

«Les enjeux de leadership apparaissent comme des courses de petits chevaux. Chacun cherche à exister, à compter pour négocier lors des législatives. Mais quand on fait 2,3% [le score du PCF à la présidentielle en 2022, ndlr], on a du mal à négocier derrière. Et la gauche ne négociera rien si elle est battue par l'extrême droite! On ne prépare pas le coup d'après. C'est maintenant que ça se joue. Seuls, on est de toute façon battus. On peut être soit un peu ridicules, soit en partie responsables d'une très grande catastrophe

pour le pays. C'est terrifiant de se dire qu'on a une gauche qui pourrait laisser l'extrême droite s'emparer du pouvoir ou nous contraindre une nouvelle fois à voter pour la droite contre l'extrême droite. Je ne suis pas pessimiste. Il y a des ressorts dans la population qui existaient et existent toujours. La gauche peut gagner, si elle s'en convainc et crée les conditions pour y parvenir.

Pour cela, elle doit accepter d'échanger entre les différentes sensibilités. Et se reconnecter.

«On devrait tous ensemble aller écouter le pays au lieu d'être sur des postures. La primaire, c'est un moyen pour déterminer un candidat. Mais ce n'est pas une initiative politique. Aujourd'hui, je ne vois personne en proposer: c'est-à-dire lancer des rencontres, ensemble, sans se dire qu'on est a priori candidat. D'abord le terrain, l'écoute, la mise en projet, sans hégémonie. Ensuite on verra comment on départage, qui est le candidat à la présidentielle. On a besoin d'une ini-

LAURENCE RUFFIN (APP. ÉCOLOGISTES), GRENOBLE «LES VILLES DE GAUCHE PEUVENT ÊTRE UNE SOURCE D'INSPIRATION»

«Durant la campagne municipale, nous nous sommes concentrés avant tout sur les questions d'amélioration du quotidien, celui des enfants, de leurs parents. Nous avons parlé questions environnementales, pouvoir d'achat, inégalités... Derrière les 40000 portes auxquelles nous avons frappé à Grenoble, les thèmes dont on nous a parlé étaient des thèmes de gauche: logement, transports, alimentation, santé, éducation, justice fiscale... On entend peu les responsables politiques nationaux parler de ce qui préoccupe d'abord la population. Peut-être aussi parce que cela intéresse moins les médias. «Plutôt que nos petites saucisses internes qui éloignent et créent de la méfiance, il faut donc davantage évoquer ce qui préoccupe les Français. Y compris parler sécurité, qui, pour moi, est un thème de gauche que nous devons porter.

«Les questions de stratégies électorales prennent beaucoup trop de place dans les discussions médiatiques. Cela donne une impression d'évitement, et, finalement, un sentiment de décalage avec les attentes de la population sur un certain nombre de sujets.

«En toute humilité, je pense que ce qui a été rendu possible à Grenoble peut l'être au niveau national. Est-ce la bonne recette? Je ne sais pas. Mais ce

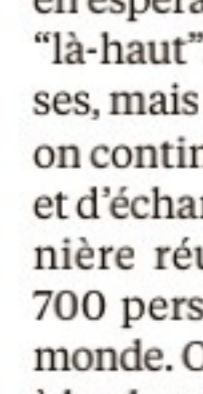
que je sais c'est que nous avons commencé par le projet. Nous avons discuté entre partis politiques mais surtout avec la société civile, les associations, avec tous les habitants qui avaient envie de s'engager dans la discussion et dans le processus, avec des temps assez festifs de réflexion. Et pendant six mois, nous avons travaillé sur le projet. Nous sommes sortis des questions de personnes et nous avons construit cette union, aussi, avec la société civile.

«Avoir une extrême droite portée par les réseaux sociaux d'Elon Musk, par les médias de Vincent Bolloré, devrait nous inspirer l'union. Il y a une attente très forte des gens qui

nous soutiennent. Le problème vient de cette incapacité des partis à créer un cadre de référence.

«La primaire peut être une bonne étape pour créer de la légitimité. Est-ce trop tard? Je ne crois pas. En revanche, je ne vois pas la volonté des partis. Le Nouveau Front populaire a été créé en une nuit. Donc cela reste possible. A Grenoble, nous avons contribué à la fabrication d'un chemin. Les villes de gauche peuvent donc être une source d'inspiration: car ceux qui bénéficieront de nos divisions, ce seront la droite et l'extrême droite.»

Recueilli par **L.A.**



Recueilli par
AMANDINE CAILHOL
Correspondante à Montpellier



LIBÉ.FR

Sur les retraites, Le Pen fixe la ligne et renvoie Bardella à son statut de second

Invitée dimanche midi sur France 3, la patronne du Rassemblement national a confirmé que son parti défendait toujours le retour à un âge de départ à 62 ans. Son héritier avait pourtant expliqué que «l'âge légal ne veut rien dire». Le billet de Lilian Alemagna sur Libé.fr. PHOTO REUTERS



«Cette fois, plus qu'avant, les cœurs sont lourds», insistent Sarah et Lucie, étudiantes présentes à la Marche. GWIRTZ RÉPUBLICAIN LORRAIN MAXPPP

A Metz, après le meurtre de Noahm, une Pride aux airs de marche blanche

La 22^e Marche des fiertés s'est tenue, samedi dans la préfecture mosellane, dans un contexte alourdi par la mort du jeune homosexuel de 19 ans, battu à mort dans la nuit du 29 au 30 mai.

Par **OPHÉLIE GOBINET**
Correspondante à Strasbourg

Une pluie de drapeaux arc-en-ciel s'étend sous un ciel sans nuages. Peu à peu, les participants à la 22^e Marche des fiertés de Metz (Moselle) rejoignent la place de la République. Perruques multicolores,

fards à paupières, paillettes, éventails, musique à fond dans les sons : l'ambiance est festive. «C'est important d'être là comme chaque année, insistent Sarah et Lucie. Mais c'est vrai que cette fois, plus qu'avant, les cœurs sont lourds.» Derrière les sourires, l'envie du combat.

«Sous les paillettes, la rage», peut-on lire sur un carton tenu par une jeune fille au bob mauve. Personne n'a oublié qu'à quelques mètres de là, le 30 mai au petit matin, Noahm, un jeune homosexuel de 19 ans, a été battu à mort.

Roué de coups, notamment à la tête, il a succombé à ses blessures quelques jours plus tard. Le jour de sa mort, le 2 juin, plusieurs centaines

de personnes se sont réunies dans le centre de Metz, pour dénoncer un crime homophobe. Deux hommes de 20 et 27 ans avaient été mis en examen, dans un premier temps pour meurtre aggravé par l'état d'ivresse manifeste et placés en détention provisoire. Jeudi, dix jours après la

mort de Noahm, le parquet de Metz a finalement annoncé que le caractère homophobe de l'agression était retenu pour la suite de l'instruction, ce qui constituerait une circonstance aggravante.

«Bloc». «Cette décision reconnaît Noahm tel qu'il était», explique à Libération Sophie Friha, avocate de la famille du jeune homme. «Son homosexualité, il la

vivait, il l'exprimait, ça n'était pas quelque chose de tabou», poursuit-elle. Si le caractère homophobe de l'agression a rapidement été évoqué par la famille et par les associations, Sophie Friha préfère savoir que la justice a pris son temps, de peur qu'en allant trop vite et en utilisant la mauvaise qualification, des auteurs d'infractions puissent être libérés, si l'infraction n'était pas caractérisée. «C'est un cadeau tombé du ciel pour les parents qui viennent tout juste d'enterrer leur fils», poursuit-elle. L'avocate décrit une famille soudée, dont Noahm était le troisième d'une fratrie de quatre enfants. Ensemble, ils font «bloc» pour faire leur deuil, loin des réactions et des récupérations politiques.

Deux jours après la mort de Noahm, Jean-Luc Mélenchon évoquait «une agression homophobe» et dans la foulée, le groupe parlementaire de La France insoumise demandait qu'une minute de silence soit observée à

«Il était la douceur, la bonté. Il faut que son histoire nous rappelle pourquoi les Prides sont toujours nécessaires.»

Nabil
cousin de Noahm

l'Assemblée nationale. Une demande appuyée par la coprésidente de l'association SOS Homophobie, Julia Torlet, dans une tribune publiée dans Libération. Mardi, au moment où les députés ont observé une minute de silence, Sophie Friha dénonçait dans le *Républicain lorrain* des «récupérations politiques». «Les parents sont apolitiques», insiste leur avocate auprès de Libération. «La mort d'un gamin de 19 ans ne doit pas servir de tremplin à la campagne présidentielle de 2027», tranche-t-elle. Anthony Besnier, avocat d'un des deux hommes interpellés, regrette pour sa part des «pressions politiques» qui auraient conduit le parquet à retenir le caractère homophobe. «Il suffit de regarder la chronologie des faits pour voir dans quelles circonstances le procureur a pris cette décision», estime-t-il.

«Solaire». «Nos luttes sont politiques!» lance à la foule de la Marche des fiertés Frédéric Bauer, président de Couleurs gaies, le centre LGBT+ de Metz et cosignataire de la tribune parue dans Libération. «Parce que Noahm a eu l'outrage de se maquiller et parce que nous sommes dans un climat politique délétère», affirme-t-il en martelant ce slogan : «L'extrême droite en 2027, après les migrants, nous sommes les suivants.» La foule applaudit.

Puis le silence, pendant une minute, avant que Nabil, l'un des cousins de Noahm, ne monte sur scène. Le long foulard noir qu'il porte sur la tête tranche avec le tee-shirt blanc où l'on peut lire «Justice pour Noahm», surmonté d'un cœur rouge. «Vous avez tué un fils, un cousin, un neveu. Noahm était la douceur, la bonté. Il faut que son histoire nous rappelle pourquoi les Prides sont toujours nécessaires. Nous avons gagné une bataille, nous n'avons pas gagné la guerre», lit-il d'une voix ferme. «Noahm était quelqu'un de sensible, d'amoureux de la vie, il aimait la danse. Ses parents disent souvent que c'était quelqu'un de solaire», raconte Sophie Friha. Une autre façon de dire que samedi, le soleil et l'arc-en-ciel ont marché main dans la main. ◀



LIBÉ.FR

La consigne du verre pour réemploi est mal partie en France, d'après Zéro Waste

Faible nombre de produits concernés et de magasins participants, surcoût pour les consommateurs... L'ONG a enquêté sur une expérimentation menée dans quatre régions. Elle pointe un manque de soutien et de moyens pour cette solution écologiquement vertueuse. Notre analyse sur *Libé.fr*. PHOTO ANOUK DESURY

Chlordécone L'indemnisation des victimes envisagée d'ici «un an»

Enfin une bonne nouvelle sur le front du pesticide qui a empoisonné les Antilles jusqu'en 1993. La loi sur la reconnaissance de la responsabilité de l'Etat dans le scandale, promulguée samedi après un long combat des populations concernées, donne «un an» au gouvernement pour remettre au Parlement un rapport sur les modalités de l'indemnisation des victimes, dont le financement passera par une taxe sur les tabacs. Plus de 90% de la population adulte en Guadeloupe et Martinique est contaminée, selon l'Agence nationale de sécurité sanitaire.

Violences sexuelles Deux nouvelles plaintes contre Patrick Bruel

Déjà mis en examen pour viol et agression sexuelle dans quatre affaires et placé sous contrôle judiciaire, Patrick Bruel, 67 ans, est visé par deux nouvelles plaintes, a indiqué samedi le parquet de Nanterre sollicité par l'AFP, confirmant une information de *Mediapart*. Une femme de 45 ans dénonce une tentative de viol et une agression sexuelle en octobre 2007, en marge du festival du film de La Réunion, que le chanteur-acteur parrainait à l'époque. L'autre plaignante évoque un viol et une agression sexuelle en mai 2012.

Rejet dans les urnes de l'initiative anti-immigration en Suisse

Le risque est écarté. Une majorité des Suisses a rejeté dimanche dans les urnes une initiative populaire anti-immigration proposant de plafonner la population du pays. Le vote, qui s'annonçait très serré, a basculé en faveur du non à 54,8%, selon les résultats définitifs, pour une participation à 58%, supérieure à la moyenne de ces dernières années. «Nous sommes très soulagés et heureux. C'est un résultat qui est important pour notre pays et pour nos relations avec l'UE», a réagi la directrice l'organisation patronale Economiesuisse, Monika Rühl, à la télévision publique RTS. «Je suis rassuré. Cette initiative mettait

en pratique une politique du bouc émissaire», a déclaré Benoît Gaillard, député socialiste, à la télévision.

Dans les sondages précédant le vote, le non était donné légèrement gagnant pour cette initiative, dont l'adoption aurait pu compromettre les relations entre la Suisse et l'Union européenne, son principal partenaire commercial, avec laquelle elle entretient des liens économiques étroits malgré sa non-appartenance à l'UE.

Portée par l'Union démocratique du centre (droite radicale), premier parti du pays, cette initiative, dans une Suisse où les étrangers représentent plus d'un quart de la

population, visait à limiter l'immigration afin d'empêcher que la population résidente permanente dépasse les 10 millions d'habitants d'ici 2050 alors que le pays en compte actuellement 9,5 millions. Si ce seuil des 10 millions avait été dépassé, la Suisse aurait, selon le projet, dû dénoncer l'accord de libre circulation avec l'UE dans les deux ans, et d'autres accords bilatéraux portant sur l'asile et la sécurité viendraient également à tomber.

Pénurie de logements, hausse des loyers, bétonnage du paysage, bouchons, trains bondés, augmentation de la criminalité, système de santé à bout et baisse de la qualité

de l'enseignement ont été les principaux arguments des promoteurs de l'initiative anti-immigration. Le projet était combattu par le gouvernement, le Parlement, les principaux partis politiques, les syndicats et le patronat. «Dans un monde globalisé, il est tout simplement absurde de vouloir fermer les frontières et limiter le nombre de personnes autorisées à entrer», a déclaré à l'AFP Josefina Luque, enseignante venue voter à Berne. Elle estime toutefois qu'ignorer «les craintes d'une partie de la population risquerait de voir ressurgir la même initiative dans cinq ans».

(avec AFP)

Cyclisme: Paul Seixas abandonne le Tour Auvergne-Rhône-Alpes



répétition générale avant le Tour de France, qui se déroulera du 4 au 26 juillet.

«Ça repart. On n'abandonne pas», avait lancé le Lyonnais au départ dimanche matin à Beaufort, expliquant qu'il avait dans l'idée de faire au moins «de bonnes intensités» lors de cette étape. «Ça fait un peu mal mais c'est le dernier jour, on va tout donner. Je n'ai rien de cassé, avait-il développé. La victoire finale va être compliquée mais rien n'est impossible. Tout le staff médical a fait du bon boulot, j'arrive à bien tenir le guidon. Après, j'ai un peu mal au bras, c'est compliqué pour les descentes.»

Le prodige français avait chuté samedi après 32 kilomètres de course à une vitesse qu'il a estimée lui-même à 70km/h. Après avoir glissé sur 20 à 30 mètres dans les graviers, il s'est relevé avec de multiples dermabrasions. Malgré cette chute, Seixas avait réussi à limiter les écarts sur Isaac Del Toro. Le Mexicain de 22 ans a remporté la course, dimanche, sur le plateau de Solaison.

(avec AFP)

Paul Seixas a abandonné dimanche lors de la huitième et dernière étape du 78^e Tour Auvergne-Rhône-Alpes dont il avait pris le départ malgré sa lourde chute de la veille. Le Français de 19 ans a mis pied à terre au début de la montée hors catégorie de Bisanne, la deuxième des

quatre difficultés de la journée. Le leader de l'équipe Decathlon, qui occupait la sixième place du général à 1'54" de l'Australien Luke Tuckwell, avait fait appel un peu plus tôt à la voiture médicale avant de se résoudre donc à quitter les routes de l'ex-Critérium du Dauphiné,

1976 2026 LES 50 ANS DE L'APPEL DU 18 JOINT

CAHIER SPÉCIAL 8 PAGES

Jeudi 18 juin 2026

Par
ÉLÉONORE DISDERO

Un tel événement sportif peut-il encore se tenir dans un monde en surchauffe ? L'édition 2026 de la Coupe du monde de football qui, pour la première fois de son histoire, se déroule dans trois pays différents (les Etats-Unis, le Canada et le Mexique) jusqu'au 19 juillet, sera la plus polluante de l'histoire. «*On risque d'exploser les records d'émissions de gaz à effet de serre pour ce genre de compétition, dont l'impact climatique ne fait qu'augmenter depuis les Mondiaux précédents au Qatar, en Russie et au Brésil*», pointe Davide Faranda, directeur de recherche CNRS en sciences du climat au laboratoire LSCE de l'institut Pierre-Simon-Laplace.

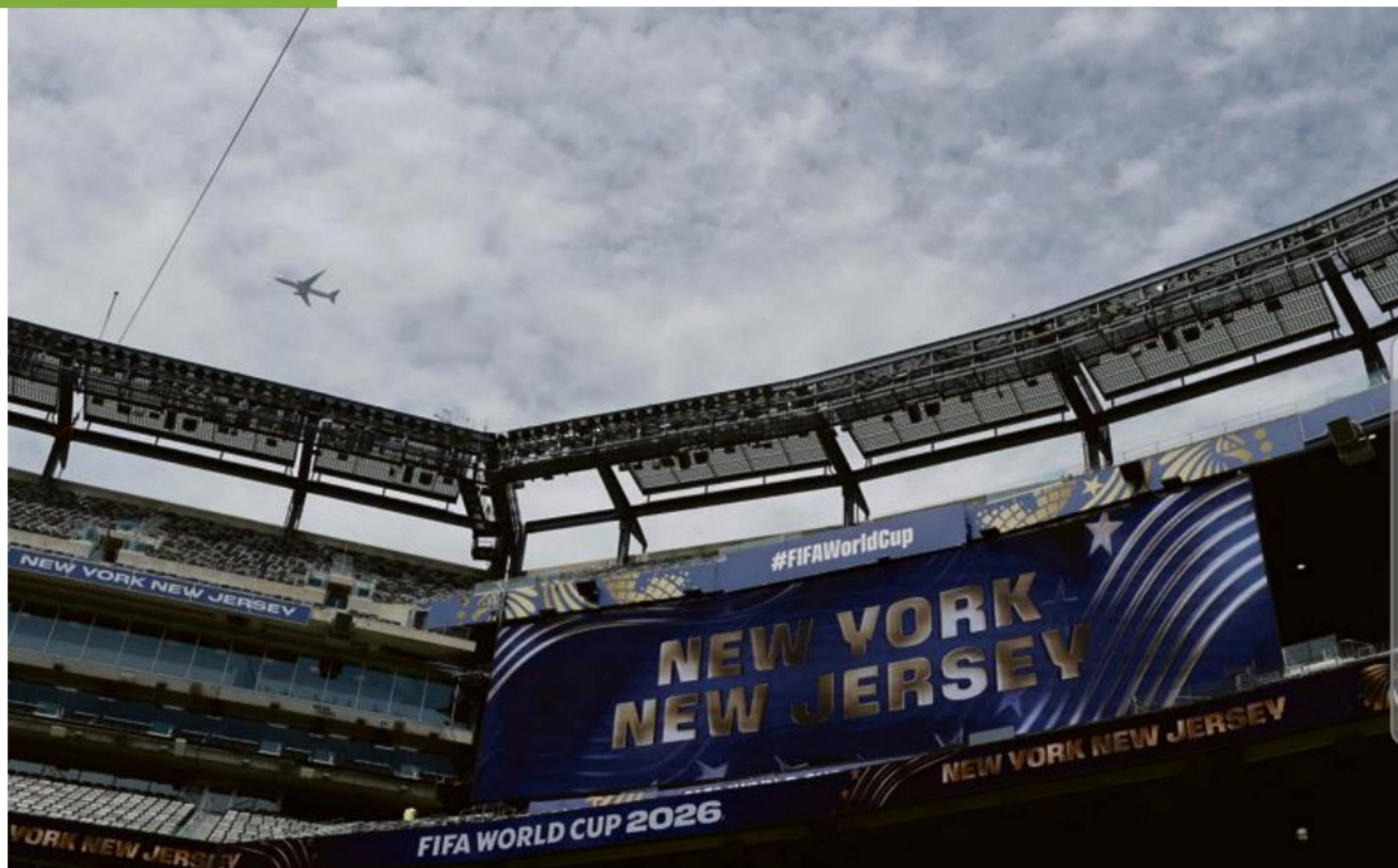
Les cinq semaines et demie de tournoi devraient relâcher environ 9 millions de tonnes de CO₂, soit l'équivalent de plus de 4 millions d'allers-retours Paris-New-York en avion, calcule un rapport intitulé «*Le climat, angle mort de la Fifa*», publié par le think tank britannique New Weather Institute et l'association Scientists for Global Responsibility. En s'appuyant sur une étude de 2021 consacrée à l'impact du transport aérien sur le réchauffement climatique, les auteurs estiment que les émissions liées au tournoi pourraient même atteindre, en fourchette haute, un pic de 15 millions de tonnes d'équivalent CO₂ – à titre de comparaison, la compétition au Qatar en 2022 aurait émis 6 millions de tonnes de CO₂ (un chiffre tiré des évaluations des ONG, la Fifa ayant communiqué sur un bilan moitié moindre). En Russie, en 2018, l'événement aurait généré 2,2 millions de tonnes de carbone, selon les données de la Fifa, non vérifiées par des organisations indépendantes.

La facture climatique explose cette année car la Fifa a décidé d'élargir la compétition à 48 équipes et 104 matchs (contre 32 et 64 au Qatar). Les distances considérables entre les trois pays hôtes seront majoritairement parcourues en avion. En effet, les alternatives à faible impact carbone, comme le train, sont quasiment inexistantes entre les principales villes du tournoi.

LA CLIM À PLEIN RÉGIME

«*La Bosnie, par exemple, débutera sa tournée à Toronto avant de parcourir 3500 km jusqu'à Los Angeles, puis 1500 km supplémentaires jusqu'à Seattle. Lors des phases finales, elle pourrait parcourir 4000 km de plus jusqu'à Boston*», remarque le collectif néerlandais Fossil Free Football, qui plaide pour un foot plus durable. Sans compter que certains spectateurs se déplacent en jet privé, environ quatorze fois plus polluants que les avions de ligne, note Davide Faranda. Résultat, le transport aérien devrait engendrer environ 86 % des émissions de gaz à effet de serre de l'événement.

Si aucun stade n'est sorti de terre pour cette Coupe du monde – contrairement au Qatar, où sept arènes avaient été construites –, dix villes



Le MetLife Stadium, à East Rutherford dans le New Jersey (ouest de New York), mercredi. PHOTO JEENAH MOON, REUTERS

CLIMAT La compétition remporte déjà la palme de la pollution

La Coupe du monde de foot devrait émettre 9 millions de tonnes de CO₂, pointe un rapport qui souligne le manque d'ambition écologique de la Fifa. En cause notamment, l'élargissement du tournoi à 48 équipes et la répartition des matchs entre trois pays, entraînant de nombreux trajets en avion.

ont rénové leurs sites sportifs. Ces travaux, combinés à la consommation d'énergie pendant la compétition (la clim tournera à plein régime), le transport terrestre, l'hébergement, les produits dérivés et la restauration, compteront pour 14 % des émissions globales. «*Cela met en évidence le fossé entre les engagements climatiques de la Fifa et*

les réalités pratiques de l'organisation du tournoi», observe le rapport du New Weather Institute. La Fifa a tout de même promis de réduire ses émissions de 50 % d'ici 2030 et d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2040, sans plus de précisions. Contactée, la fédération reconnaît que «*l'impact climatique [de ses événements] doit être pris au*

sérieux». Ainsi, pendant le Mondial, elle affirme «*encourager l'utilisation des transports publics, la marche et le vélo*», parallèlement à «*des initiatives visant à accroître le recyclage et à réduire le gaspillage alimentaire sur les sites clés*». Lors du Mondial au Qatar, la Fifa se targuait d'être neutre en carbone – une allégation largement débun-

kée par les experts. Quatre ans plus tard, alors que le monde est sur une trajectoire de +2,7°C de réchauffement d'ici 2100, même les effets d'annonce ont disparu et la Fifa a signé un partenariat avec la compagnie pétrolière saoudienne Aramco, l'entreprise la plus polluante de la planète (responsable de plus de 4 % des émissions mondiales en 2023).

«L'immense audience de ce tournoi [environ 6 milliards de téléspectateurs prévus, ndlr] recevra des messages publicitaires qui banalisent et stimulent la demande de produits hautement polluants», alerte Fossil Free Football. «Détenue à 98,5% par l'Etat saoudien, Aramco est étroitement liée à la stratégie de ce dernier visant à [...] entraver l'action climatique» des pays, poursuit le collectif. Ainsi, ce contrat de sponsoring, conclu entre la Fifa et le géant de l'or noir en 2024, «entraînera des émissions supplémentaires d'environ 30 millions de tonnes d'équivalent CO₂», estime le rapport du New Weather Institute.

DES MATCHS À 28 °C ET PLUS

Pourtant, la «promotion active» des combustibles fossiles constitue «un conflit d'intérêts avec la protection du bien-être des joueurs», s'alarment dans une lettre ouverte une vingtaine d'experts internationaux de la santé, du climat et de la performance sportive. Car, sous l'effet du changement climatique lié aux activités humaines, de nombreux matchs se dérouleront sous une chaleur mettant les corps à rude épreuve. Mi-mai, le World Weather Attribution, un réseau scientifique international chargé d'évaluer l'influence du réchauffement climatique, annonçait qu'environ un quart des matchs se tiendraient dans des conditions de chaleur et d'humidité extrême.

Le 3 juin, l'ONG Climate Central a confirmé la menace, désormais quasi certaine : 97 des 104 matchs risquent «de se dérouler sous des températures supérieures à 28 °C». Dans certains stades, comme à Houston ou à Dallas, la probabilité de fortes chaleurs atteint même 90%, ce qui peut altérer les performances sportives. A cela s'ajoutent des risques d'orages violents, d'inondations et d'ouragans sur la côte est des Etats-Unis et au Mexique. De même, les feux de forêt et leurs panaches de fumées toxiques, comme ceux qui ont sévi en mai en Californie, sont fréquents à cette période de l'année en Amérique du Nord, rendant les conditions de jeu encore plus dangereuses.

Enfin, plusieurs stades ne sont pas climatisés, à Miami, Kansas City, New York et Philadelphie par exemple. Face à cela, 70 footballeurs professionnels, dont l'international norvégien Morten Thorsby (lire ci-contre) ou les internationales Elena Linari (Italie) et Sofie Junge Pedersen (Danemark) ont demandé, dans leur propre courrier à la Fifa, qu'elle mette à jour ses directives de jeu relatives à la chaleur. De son côté, la fédération affirme que tous les matchs «comporteront une pause hydratation de trois minutes au milieu de chaque mi-temps, quelles que soient les conditions météorologiques» et que «les matchs en plein air pendant les heures les plus chaudes de la journée ont été stratégiquement limités».

Mais sans réduction massive des gaz à effet de serre, l'adaptation sera de plus en plus difficile. «Il faut réorganiser la compétition avec des stades plus rapprochés, comme lors du mondial en Allemagne en 2006, avec des réseaux de transports en commun performants, et un public plus local», plaide Davide Faranda. L'enjeu n'est désormais plus de savoir qui va ramener la coupe à la maison, mais de pouvoir continuer à jouer. ◆

Le Norvégien Morten Thorsby, un milieu écolo-contrarié



Morten Thorsby. PHOTO VINCENT CARCHIETTA. AFP

Futur adversaire des Bleus, l'international aux 31 sélections milite depuis plus de dix ans pour que le foot professionnel s'attelle à réduire son impact environnemental démentiel.

Une lueur verte dans un bilan carbone détestable. Dans un Mondial à ranger parmi les plus grandes absurdités écologiques de l'histoire de la compétition, on ne sait pas bien comment analyser l'activisme environnemental de Morten Thorsby, solide trentenaire qui bataillera, aux côtés d'Erling Haaland et Martin Odegaard, contre les Bleus le 26 juin. Doit-on saluer l'intention de se servir du Mondial pour attirer l'œil de milliards de téléspectateurs sur l'urgence environnementale ? Ou craindre la dilution du message dans la gigantesque machine à laver d'une Coupe du monde, dont l'édition 2026 va briser tous les records de pollution (9 millions de tonnes de carbone générées, après 6 millions au Qatar en 2022) ?

Morten Thorsby, lui, a choisi. Ce sera le camp des laborieux qui prennent leur bâton de pèlerin pour aller toquer aux portes et convaincre un milieu accro au CO₂ de la nécessité d'agir concrètement. Il s'en est fallu de peu pour qu'il n'en fût rien. En 2014, alors qu'il jouait à Heerenveen (Pays-Bas), la lecture d'une série d'articles du *Guardian* encourageant à laisser les énergies fossiles dans le sol le pousse presque à arrêter le foot. Mais ses proches l'en dissuadent, raconte-t-il au média écolo norvégien *Energi og klima* : «Ils me disaient que la chose la plus importante que je pouvais faire pour le monde était de devenir très bon au football, afin qu'on m'écoute.»

Bataille. Il faut dire qu'avec les déplacements qu'il génère, les sponsors en rien *eco-friendly* qu'il attire ou les technologies toxiques qu'il utilise, le football est un vrai sujet pour les défenseurs de l'environnement. Alors Thorsby, international norvégien depuis 2017, se lance et crée, après quelques années de réflexions et de mûres documentations, We Play Green, organisation à but non lucratif qui souhaite se servir de «l'impact énorme» du foot sur des milliards de personnes «pour accélérer la transition écologique». Le grand milieu, passé par Cremonese et aujourd'hui au Genoa, souligne l'usage démentiel de l'avion et l'absurdité d'organiser un Mondial sur un territoire aussi vaste que l'Amérique du Nord : «Si le coût des voyages pour la Coupe du monde avait été pris en compte, les équipes nationales et la Fifa auraient revu leur position», disait-il en mai, dans une interview à VG.

«Hypocrisie», lui répondent certains, quand il est lui-même amené à faire des sauts de puce par avion pour disputer le moindre match, en sélection comme en championnat italien. Le gaillard admet bien volontiers qu'il n'est «pas parfait», mais ne remise pas ses idées : la Fifa et l'UEFA doivent «concentrer l'événement géographiquement, servir une alimentation durable, interdire les produits dérivés non recyclables, exiger une énergie sans émissions, etc.»

L'instance mondiale devra mieux tendre l'oreille la prochaine fois. En 2030, la Coupe du monde sera éclatée sur six pays : l'Espagne, le Maroc et le Portugal pour l'essentiel, la Fifa se payant le luxe d'organiser trois matchs en Amérique du Sud en mémoire du centenaire de la compétition.

Le lobbying de Thorsby ne se limite pas aux transports, il vise également les billes de caoutchouc, véritables poisons des gazons synthétiques et bataille contre sa fédération. C'est à elle, estime-t-il, de prendre en charge la conversation écologique des terrains, pas à l'Etat norvégien. A ces deux sujets majeurs s'ajoute un activisme du quotidien : dans son club de Heerenveen, il était parvenu à convaincre l'ensemble de l'équipe à choisir le vélo pour venir à l'entraînement. A Gênes, où il a évolué pour la Sampdoria avant de rejoindre le club rival de la ville, il avait obtenu de l'intendance que le club produise ses propres légumes et l'installation de panneaux solaires sur le terrain d'entraînement. Et, plus visuel encore, il porte en toute occasion le numéro 2 floqué sur son maillot, clin d'œil à

l'objectif (très mal embarqué) de la COP15 de contenir le réchauffement climatique d'ici 2100 entre 1,5 et 2 degrés.

Menaces. C'est que le footballeur prêche aussi pour sa paroisse. Depuis le dernier Mondial aux Etats-Unis en 1994, deux ans avant sa naissance, le risque qu'un match se joue sous une chaleur extrême a presque doublé, entraînant des menaces documentées pour la santé des joueurs dans des conditions d'efforts intenses. Inquiet, le Génois a interpellé la Fifa dans une lettre ouverte en juin pour que l'instance mette à jour son protocole de prévention du stress thermique. Des 70 signataires, il est le seul à participer à la Coupe du monde. En réponse, la Fifa a proposé de limiter le nombre de matchs en plein air aux plus fortes chaleurs de la journée, ainsi qu'une pause fraîcheur de trois minutes au milieu de chaque mi-temps... quel que soit le temps. Pause que ne manquent pas de prendre d'assaut ses sponsors pour faire de la pub. Thorsby n'est pas près de lâcher son bâton.

ANTOINE RONDEL

CLIMAT Libé TOUR Perpignan

Comedy club
19 juin au Nautilus
20, rue Jules Verne

Débats et sieste sonore
20 juin à la Maison
de la Catalanité
Place Joseph Sébastia Pons (entrée libre)

LA MER EN PARTAGE



IDÉES/

Elias Sanbar

«Boycotter le film de Nadav Lapid, c'est se tromper de cible»

Face à la renonciation du cinéaste israélien à participer au Festival international de cinéma à Marseille, l'historien palestinien comprend la colère du mouvement de boycott mais appelle à agir dans la complexité des nuances et fuir les simplismes.

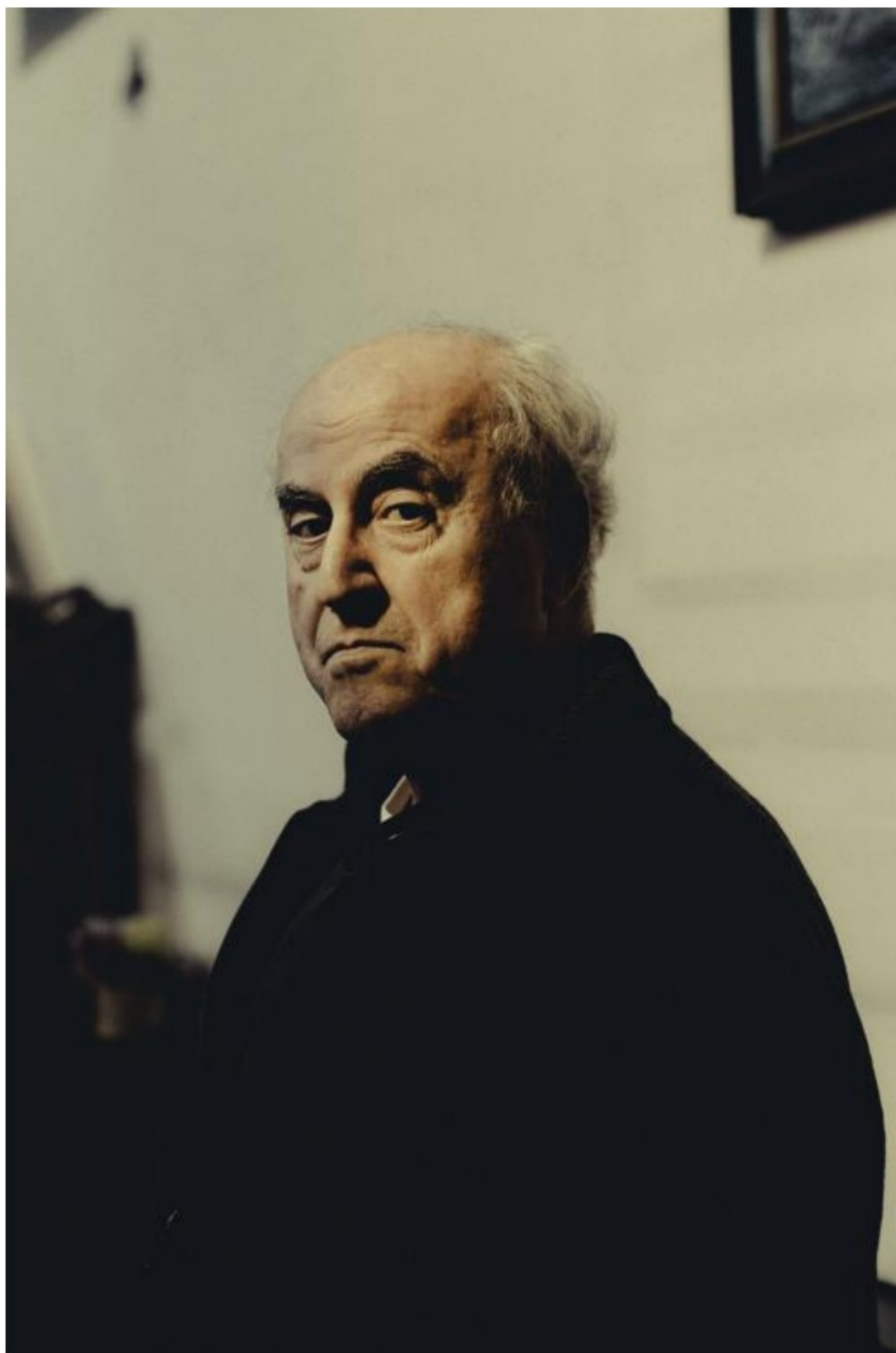
Recueilli par
**ALEXANDRA
SCHWARTZBROD**

Historien, ancien ambassadeur de la Palestine auprès de l'Unesco, écrivain et traducteur du poète Mahmoud Darwich, Elias Sanbar milite depuis des années pour les droits des Palestiniens et pour la paix entre Palestiniens et Israéliens. Un engagement qui se ressent à chaque ligne du *Nouveau Dictionnaire amoureux de la Palestine* qu'il vient de publier chez Plon.

Cela ne l'a pas empêché de soutenir publiquement, aux côtés de grands noms du cinéma, le cinéaste israélien Nadav Lapid qui s'est vu contraint début juin à renoncer à sa participation en tant que juré, puis en tant que réalisateur au Festival international de cinéma à Marseille (FID), sous la pression de cinéastes lui reprochant notamment d'avoir bénéficié de fonds publics israéliens pour financer son film *Oui*.

Avez-vous été surpris par le boycott du cinéaste israélien Nadav Lapid ?

Non, je n'ai pas été surpris. Il a été reproché à Nadav Lapid que le Israel Film Fund fasse partie des producteurs de son film. Pour certains, il était logique de boycotter un cinéaste financé par un organe officiel de l'occupant. Mais j'ai été touché par les mots de Narimane Mari, la cinéaste franco-algérienne signataire de l'appel au boycott : «*Je sais que Nadav Lapid est critiqué de son*



Elias Sanbar, à Strasbourg, en 2025. PHOTO VINCENT MULLER. OPALE

pays, mais cela ne me suffit plus. Il y a trop de sang aujourd'hui. Trop de morts. Et il n'y a plus vraiment de place pour la nuance, parce que cette nuance a été écrasée par la situation elle-même.»

Le gouvernement et l'armée d'Israël, leurs actes en Palestine et au Sud-Liban, le mot d'ordre donné aux troupes israéliennes «*d'aplanir Gaza*», relèvent du crime contre l'humanité. Cela fait partie de notre vécu depuis trois ans, nous vivons ces crimes dans notre chair. J'adhère ainsi à une partie des propos de Narimane Mari. C'est le «*plus de place pour la nuance*» que je n'approuve pas. Et je pose une question simple : le «*plus de place pour la nuance*» étant depuis le 7 octobre 2023 la réponse des unités israéliennes chaque fois que des voix s'élèvent contre le carnage systématique mené en Palestine et puis au Liban, devons-nous, nous les victimes de la barbarie en cours, faire les mêmes constats, répondre comme l'armée d'occupation ? Justifier ainsi notre boycott ne légitime-t-il pas aussi les actions de l'armée d'occupation ?

Je connais Nadav Lapid. A cause de ses positions politiques, il a déjà été mis à la porte de chez lui, en Israël, et, une fois en France, on le punit une deuxième fois ! Il a certes compté parmi ses producteurs un partenaire israélien officiel, mais il a également fait le film le plus féroce jamais réalisé contre la politique de son propre pays. Nadav Lapid a brûlé tous ses vaisseaux et nous le «*soutenons*» en boycottant son film ?

Qu'est-ce que ce boycott dit du moment que nous traversons ?

C'est le signe de temps très difficiles, indéniablement. Le temps des barbaries à l'œuvre. Il faut d'autant plus agir dans la «*complexité*» des nuances, fuir les simplismes, sanctionner ses adversaires et prendre garde à ne pas sanctionner ses amis dans la foulée, ceux de son bord. Il est très important de le rappeler à toute cette belle jeunesse solidaire de mon peuple, porteuse de nos espérances. Je comprends aussi la co-



Nadav Lapid, le réalisateur du *Genou d'Ahed*, lors du Festival de Cannes de 2021. PHOTO MATHIEU ZAZZO. PASCO

lère. Et ce que je fais là n'est pas une condamnation des positions de toutes et de tous les Narimane Mari, mais ma volonté, mon devoir surtout, d'échanger avec celles et ceux de mon propre camp.

Boycotter le film de Nadav Lapid, c'est se tromper de cible. Boycotter l'occupant est légitime, mais boycotter ses amis, même s'ils viennent du camp adverse, non ! Ne pas pouvoir faire la distinction entre les deux est grave. Ce qui brouille aussi les cartes, c'est l'adhésion d'une majorité écrasante de la société israélienne à la politique du pays à Gaza, en Cisjordanie et au Sud-Liban. Cela ne facilite pas les distinctions.

Vous avez reçu des messages de reproche après votre soutien à Lapid ?

Oui, bien sûr. Beaucoup me demandent comment, moi, Palestinien, je peux apporter mon soutien à un Israélien « financé par l'occupant ». Mais si le film de Lapid avait manifesté le moindre soutien à la colonisation, j'aurais appelé moi aussi au boycott ! Là, c'est un film très critique de la politique d'Israël que je combats aussi !

Après les massacres commis en 1982 par les milices libanaises chrétiens,

alliées d'Israël, dans les camps palestiniens de Sabra et Chatila, il y a eu un appel de 180 juifs contre l'invasion du Liban et les massacres qui venaient d'être commis. L'un des signataires, Daniel Bensaïd, mon grand ami, qui n'avait jamais voulu signer quoi que ce soit « *en tant que juif* », signa pour la première fois cet appel. Le texte disait : « *Nous ne condamnons pas Israël en tant que juifs, mais parce que juifs !* » C'est ce que j'ai répondu à certains qui me reprochaient d'avoir soutenu Lapid : je ne l'ai pas soutenu en tant que Palestinien mais parce que Palestinien.

Une reprise du dialogue entre Israéliens et Palestiniens est-elle encore possible ?

C'est justement après les massacres de Sabra et Chatila que nous avons entamé des contacts secrets avec le camp de la paix israélien. Cela n'a pas été facile, il a fallu du temps avant de pouvoir le faire admettre à notre propre opinion. Il faut dire que nous étions portés et légitimés par l'appui de Yasser Arafat. La question d'un dialogue doit demeurer, mais il sera très difficile d'y revenir. Bien plus encore aujourd'hui qu'après Sabra et Chatila.

Vous comprenez donc la colère de ceux qui défendent les Palestiniens...

Mais bien sûr ! Les gens ne réalisent pas, du dehors, le niveau de souffrance en notre sein. Certains osent même penser que nos enfants ne comptent pas à nos yeux ! Plus de 30 000 enfants tués par l'armée israélienne, là encore sans distinction. Ça ne passe pas ! Certains, dans les médias, parlent « *d'enfants morts* », mais non ! Ils n'étaient ni vieux ni malades. Ils ont été tués ! Cette hypocrisie qui vise à se couvrir en dédouanant les assassins est intolérable. Elle hypothèque et compli-

A cause de ses positions politiques, Nadav Lapid a déjà été mis à la porte de chez lui, en Israël. Et une fois en France, on le punit une deuxième fois !

que l'avenir. Le jour où ça va se calmer, qui va aborder les dégâts physiques et mentaux inimaginables au sein de la population palestinienne ? Eyad Sarraj était mon ami. Pédopsychiatre à Gaza, il me parlait avec grande inquiétude des dégâts mentaux causés aux enfants confrontés à la guerre. Rendez-vous compte qu'aujourd'hui, les Palestiniens ont besoin de dizaines de milliers de fauteuils roulants tant ils comptent de personnes handicapées à cause des bombardements et du manque de médicaments !

Et je ne parle même pas de la détresse des médecins, à Gaza, qui ont dû amputer des enfants sans anesthésie. C'est ce qui explique la fureur de certains. La réalisatrice franco-algérienne réagissait avec son ressenti. Sa peine et sa colère sont légitimes. La décision d'exclure Nadav Lapid, elle, est erronée. **Vous attendez-vous à un répit à Gaza dans les mois à venir ?**

Pas plus tard que cette semaine, l'Etat-major israélien a déclaré que le Hamas n'ayant pas disparu, il fallait reprendre la guerre totale sur Gaza. L'envie de représailles et de vengeance dépasse en Israël tout ce qu'on peut imaginer. Souvenez-

vous de certains ministres israéliens disant qu'il fallait « raser », – « *flatten* » en anglais, « *aplanir* », est le terme utilisé par eux – Gaza. Et aujourd'hui ils font la même chose ailleurs. Le sud du Liban est « en cours d'aplanissement » lui aussi !

La France fait-elle assez pour aider les Palestiniens ?

Elle a une politique officielle paradoxale. Il y a d'un côté la reconnaissance de la Palestine et le travail admirable des missions consulaires et culturelles sur le terrain, mais de l'autre le refus d'accueillir. Quand je pense à cette poétesse de Gaza, Alaa Al-Qatrawi, qui a perdu ses quatre enfants dans un bombardement israélien et qui attend en vain que la France l'accueille...

En France, s'agissant de la Palestine, il y a aujourd'hui deux pays en un, celui qui est outré par ce que fait Israël, l'autre qui continue comme si de rien n'était et souvent sans autre argument que l'accusation d'antisémitisme.

Après la mort de Leïla Shahid, vous ne vous sentez pas un peu seul ?


On ne s'en remet pas de la mort de Leïla. Je suis triste, c'est une peine de tous les instants. Leïla était l'amie d'une vie. Nous avons fait tant de choses ensemble. Sa force de vie, nos fous rires me manquent mais je ne me sens pas seul.

Je vais vous raconter une histoire. Un jour où je discutais avec Arafat il m'a dit : « *Tu sais, la terre entière pense que je porte mon peuple, ils n'ont rien compris, c'est mon peuple qui me porte.* » Sans vouloir me comparer, je ressens en toute humilité la même chose.


Pensez-vous connaître la paix de votre vivant ?

Parfois l'Histoire, la grande, joue des tours et de façon positive. On verra. En attendant, comme des millions de personnes, je ne peux rien faire d'autre que continuer à tenir. La situation des Palestiniens de Gaza est mille fois plus héroïque et courageuse que la mienne.

Ils sont portés par quelque chose de plus fort qu'eux. Ils savent d'où ils sont, qui ils sont et ils savent qu'ils ont des droits, ils sont dans le camp du droit et de la lutte pour l'égalité. Et après tout, quoi faire sinon tenir ?



ABONNEZ-VOUS




Offre intégrale

34,90€ par mois

au lieu de 76,60€ prix de vente au numéro

Abonnez-vous ici



ou par téléphone au 01 55 56 71 40 du lundi au vendredi de 9H à 18H

- Le journal papier livré chez vous
- L'accès à tous les contenus du site et de l'application



Pour Edwige Chirouter, l'enseignement de la philo doit être généralisé et «commencer beaucoup plus tôt». PHOTO SAIF IMAGES

A l'école, la philosophie ne doit pas être un privilège

Rien ne justifie que les bacheliers de la voie professionnelle soient privés de la philosophie, ni que cette matière soit limitée à un seul âge de la vie ou à un seul milieu social, s'indigne la philosophe Edwige Chirouter.

Comme chaque mois de juin, les sujets du baccalauréat de philosophie vont susciter commentaires, analyses et débats. Les médias rappelleront l'originalité de cette tradition française qui considère que les futurs citoyens et citoyennes doivent être capables de réfléchir aux grandes questions humaines : la liberté, l'existence, le temps, le bonheur...

UNE PRATIQUE HUMANISTE

Cette célébration annuelle de la philosophie repose cependant sur un petit oubli majeur : le «bac philo» n'est pas destiné à tous les bacheliers. Loin de là. Les élèves des voies générale et technologique ont droit à un enseignement de la philosophie, pas ceux de la voie professionnelle. Cette exclusion interroge : si la philosophie est considérée comme essentielle pour la vie de la cité, si elle est un pilier pour forger l'esprit critique, pourquoi en priver plusieurs centaines de milliers de jeunes, souvent issus des classes populaires ? Comment accepter que des élèves puissent être privés de ces espaces de

réflexion (Hannah Arendt parlait d'«oasis de pensée») sur la justice, la vérité, le travail ? Cette question est loin d'être anecdotique. Elle touche à la conception même que nous nous faisons de la jeunesse, des classes populaires, de l'école et de la démocratie. C'est une question politique.

Non seulement l'enseignement de philosophie devrait être aussi au programme dans les lycées professionnels mais il devrait commencer beaucoup plus tôt. Les recherches sur la philosophie avec les enfants (dès l'école primaire et au collège) montrent que dans les «ateliers philo», les élèves, même très jeunes, apprennent patiemment à questionner, à argumenter, à examiner les présupposés de leurs opinions et à élaborer collectivement du sens. Ils y acquièrent des vertus épistémiques essentielles : l'humilité intellectuelle, l'acceptation des points de vue divergents, la compréhension que l'on peut changer d'avis sans se renier. Loin d'être un luxe intellectuel, la philosophie apparaît ainsi comme une pratique humaniste, émancipatrice, inclusive,

accessible à tous et toutes – à condition bien sûr que soient réunies les conditions matérielles de son exercice (le temps long, la formation des enseignants, l'inventivité pédagogique).

CONFISQUÉE PAR UNE ÉLITE

L'exclusion des plus jeunes de la philosophie dans notre système éducatif nous invite aussi à regarder l'infantisme [la discrimination systémique et collective envers les enfants, ndlr] profondément ancrée dans nos mœurs et nos institutions. Le mot «enfant» vient du latin *infans*, «privé de parole». Tout un programme. Dès lors, la reconnaissance de la puissance de pensée des enfants s'inscrit dans le prolongement des combats féministes et des luttes contre toutes formes de mépris de classe.

Les injustices épistémiques ne sont pas séparables des inégalités politiques : elles en sont à la fois le reflet et l'un des principaux mécanismes de reproduction, privant les personnes dominées des savoirs et des ressources intellectuelles nécessaires pour nommer leur condi-

tion, la contester et s'en émanciper. Les femmes ont dû conquérir, non sans difficulté, le droit d'être reconnues comme philosophes. Les mouvements d'éducation populaire luttent pour faire reconnaître que la culture et les arts appartiennent à tous et toutes. Chaque étape de la démocratisation de la philosophie a rencontré des résistances, comme si l'ouvrir sans condition d'âge, de genre ou d'origine annonçait la dilution de son exigence.

Or c'est précisément l'inverse qui s'est produit. La philosophie s'est enrichie chaque fois qu'elle a élargi le cercle de celles et ceux qui pouvaient y prendre part. Elle s'est nourrie de pratiques ludiques et incarnées, à la croisée de la raison, de la sensibilité et de l'imaginaire, en prenant appui sur les fictions, la littérature jeunesse, les arts ou la pop culture. En faisant le pari de «l'égalité des intelligences» (Jacques Rancière), elle a inventé une façon plus coopérative de travailler les problèmes et les concepts. Elle a pris au sérieux de nouveaux sujets (le *care* le corps, l'amour).

Alors, oui, il est temps de «pirater» la philosophie. À la manière des pirates qui révélaient – par leur existence même et leur mode de vie participatif – que l'ordre établi inégalitaire n'est ni naturel ni indépassable (il y a d'autres solutions), affirmons que rien ne justifie que la philosophie soit confisquée par une élite, limitée à un seul âge de la vie ou à un seul milieu social. Chaque année, les beaux sujets du bac nous rappellent l'importance que nous accordons officiellement à la philosophie. Cette juste célébration restera hypocrite tant qu'une grande partie de la jeunesse en sera exclue. ◀

Par
**EDWIGE
CHIROUTER**



Professeure des universités en philosophie de l'éducation à Nantes Universités, titulaire de la chaire Unesco sur la philosophie avec les enfants et directrice de programme au Collège international de philosophie.



MÉDIATIQUES

Par DANIEL SCHNEIDERMANN

Bruel, Lyhanna : la ligne droite des violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants

Les rapprochements de l'actualité sont souvent hasardeux, distordus, mais parfois pour la bonne cause.

Et soudain, l'actualité trace une droite. Une droite fulgurante, entre ces deux points jusqu'alors éloignés de la cosmogonie des crimes, violences faites aux femmes, et violences infligées aux enfants. Violences sexuelles, et violences physiques. Viols et baffes. Caresses appuyées, et strangulations. Implacable comme un TGV, le meurtre de Lyhanna, 11 ans, vient percuter le feuilleton Bruel, qui se traînait depuis des années avec ses plaignantes prescrites ou classées sans suite, et ses démentis formels.

Et tout d'un coup, comme des barrières tombent sous la pression de la foule, la voie est libre, la droite est tracée, et plus personne ne peut feindre de ne pas voir que cette droite, oui, est le plus court chemin d'une criminalité à une autre.

Sur les plateaux, les soutiens plus ou moins avoués de Bruel peuvent bien vitupérer «le contexte» (entendre, Lyhanna, cette importune victime), espérer que les juges feront «la part des choses», et bien entendu ils ont aussi raison, c'est bien dommage pour Bruel le trente fois présumé innocent, très dommage, mais c'est ainsi. La faute à la droite.

Soudain sur les écrans, on passe d'une scène de crime à l'autre, d'un salon de massage dans un palace corse à une chambre d'enfant, d'une loge de Zénith à un goûter dans un square, d'une voiturette de golf en Provence à un ours en peluche, et en effet les décors, les

protagonistes, les pulsions n'ont rien à voir, ce sont deux ignominies qui auraient pu ne jamais se croiser, les minettes en délire à la sortie des artistes, et les incestes «germaniques» (entre cousins germains), mais la droite est là, et cette droite relie tous les points d'une très vieille histoire, celle de la domination millénaire des mâles adultes sur les femelles, enfants ou nubiles. Et cette droite se cristallise dans la revendication d'une loi «intégrale», un rêve de loi, qui engloberait tous les aspects de toutes les dominations de genre. La ligne droite révèle la fresque, la «big picture».

Si les décors et les modes opératoires sont en effet hétéroclites, les criminels sont rapprochés par une chose : la proximité familiale ou professionnelle avec leurs victimes. Gentils papas, gentils tontons, gentils paps, gentil chanteur, producteur au bras long, réalisateur adulé, entraîneur, prof ou curé charismatiques : il est toutes sortes de criminels de proximité. Criminels à cadeaux, à bonbons, à faveurs, tu es ma petite préférée, j'adore ton cou, tu ne le diras à personne, ça restera notre secret, maman ne supporterait pas, je vais te présenter des gens, je connais bien machin. Et au refrain : de toute façon personne ne te croira, petite allumeuse, menteuse, nobody, elle ne veut que son quart d'heure de gloire, je me suis fait avoir, oh comme je m'en veux, je n'aurais jamais dû.

On dira que la réalité est plus complexe, qu'il y a aussi des enfants bourreaux, des femmes abuseuses, des parricides, et des poissons volants. Oui oui oui. Mais si on simplifie, et il est toujours utile de simplifier, éclate l'évidence que cette droite aligne soudain une flopée d'autres points. Le mépris du Président pour les «cris» des manifestantes, ce Macron de la «grande cause du quinquennat», de Depardieu qui «rend fière la France», époux de cette Brigitte qui crache sur les «sales connes» (comme quoi les choses ne sont pas toujours simples), le Morandini des castings crapuleux soutenu par Bolloré et tout son monde. Et le Darmanin des circulaires-fleuves de priorités hautement prioritaires rédigées en mode parapluie, ministre qui porte le même

Soudain sur les écrans, on passe d'une scène de crime à l'autre, d'une loge de Zénith à un goûter dans un square...

nom, comme c'est curieux, que le maire qui fut accusé de petites faveurs arrachées aux femmes précaires de Tourcoing [à deux reprises, *Gérald Darmanin a été accusé d'avoir profité de sa position dominante d'élu pour obtenir des faveurs sexuelles : la première affaire a été classée sans suite, la deuxième s'est conclue par un non-lieu, ndlr*].

Considérons la ligne droite, et tout prend sens, jusqu'à ces gendarmes menaçant de poursuites pour harcèlement la maman pendue au téléphone tous les lundis matin pour s'enquérir de sa plainte. Accessoirement tous ces décors, toute cette galerie de points sont aux antipodes de l'obsédant récit bolloréen sur le viol et le meurtre de rencontre dans un coin sombre par un OQTF (celui-ci existe aussi, bien sûr, pas de déni, mais regardez simplement les statistiques, les dizaines de milliers de dossiers qui dorment, et qu'exhument soudain des tiroirs l'affaire Lyhanna!). Les rapprochements de l'actualité sont souvent hasardeux, distordus pour la bonne cause. Il arrive aussi que l'actu tape juste. Bravo, dans le mille. ◀

franceinfo:
radio . digital . tv canal 16

Les informés

de Victor Matet
du lundi au vendredi
à 20h

1h de décryptage
et d'analyse
de l'actualité

chaque lundi
avec

Libération





Leandro Erlich

«Avec l'art, tu peux faillir sans que ce soit grave»

Pour la première rétrospective française dédiée à l'artiste argentin, dont l'univers se joue de nous pour mieux pointer nos biais perceptifs, quatorze de ses installations grandeur nature ont été rassemblées au Grand Palais.

Recueilli par
CLÉMENTINE MERCIER

Une échelle, des ascenseurs, une cage d'escalier, des cabines d'essayages... De ces environnements fonctionnels banals, de ces lieux de transits qui n'envoient pas du rêve, Leandro Erlich fait des expériences singulières. Devant ses installations grandeur nature, on se pince : comment cette échelle tient-elle en équilibre (*Window and Ladder - Too Late for Help*, 2008) ? Pourquoi des bateaux flottent alors qu'il n'y a pas d'eau (*Port of Reflections*, 2014) ? Où est vraiment mon reflet dans cette cabine d'essayage aux miroirs infinis (*Changing Rooms*, 2008) ? Pour sa première rétrospective en France, quatorze installations ont été rassemblées dans un parcours qui intéressera petits et grands. Une quarantaine de maquettes invitent également à pénétrer l'esprit sinueux de l'artiste qui s'applique à faire dérailler le réel. Labyrinthes, jeux d'échelle, illusions d'optique, l'univers de l'Argentine se joue de nous pour mieux pointer nos biais perceptifs. Né à Buenos Aires en 1973, Leandro Erlich fait habituellement de l'espace public son terrain de jeu préféré. A 21 ans, il s'est fait connaître en tentant de reproduire l'obélisque de Buenos Aires, symbole de la ville, dans un quartier ouvrier. Le double de ce monument public, imaginé en métal – la matière des bateaux qui ont mené ses grands-parents en Argentine –, n'a jamais été réalisé, mais le projet a déclenché une grosse polémique. En 2015, l'artiste a même escamoté la pointe de cet obélisque grâce à un trompe-l'œil. A la Biennale de Venise de 2001, où il représentait son pays, Leandro Erlich a imaginé une extraordinaire piscine à double-fond,

CULTURE

A gauche : *Infinite Staircase*, 2020. PHOTO GALLERIA CONTINUA GALERIE XIPPAS
A droite : *The Cloud - la Flèche*, 2018. PHOTO THIBAUT CHAPOTOT



Avec lui, je visitais des sites en construction. Mais ces espaces n'avaient aucune fonctionnalité dans ma tête. Quand tu es petit, la circulation, l'orientation et même le design, sont des concepts abstraits. Ce qui m'intéressait, c'était plutôt le rôle émotionnel de l'espace. Si tu rentres dans une petite chambre ou dans une cathédrale, tu ressens les choses différemment. Il y a des espaces qui font peur, des espaces qui rendent heureux, d'autres qui produisent une angoisse. A partir de cette expérience, j'ai commencé à construire une sorte de vocabulaire. Puis, j'ai compris exactement à quelle largeur d'un couloir, quelle longueur d'une pièce ou quelle hauteur d'un plafond on peut éventuellement articuler une expérience, construire une histoire, transmettre une idée...

Est-ce que l'Argentine, le contexte politique de la dictature notamment, a joué dans votre parcours ?

Absolument. J'avais 10 ans quand il y a eu des élections démocratiques pour la première fois en Argentine. Toute mon enfance, j'ai vécu avec une histoire cachée par mes parents qui voulaient me protéger. A la maison, ils faisaient attention à ne pas discuter de choses que j'aurais pu éventuellement répéter à l'école. Impossible de dire que le président était un fils de pute : la maîtresse aurait pu nous poser des questions... Cela n'a pas seulement joué un rôle mais c'est constitutif de ma personne. Un jour, ils m'ont amené place du Congrès à Buenos Aires pour célébrer le retour de la démocratie et ils m'ont encouragé à participer à cette fête. Je ne comprenais pas exactement pourquoi mais ils m'ont dit que je n'allais jamais oublier ce moment. On était en train de vivre quelque chose de très important.

Quel est le point de départ de vos œuvres ?

Souvent le contexte joue un rôle mais je ne fais pas d'études analytiques préalables. Je pars plutôt du ressenti pour trouver un sens. Par exemple, à la biennale de La Nouvelle-Orléans, j'ai d'abord visité les lieux pour connaître le contexte. J'avais l'idée de travailler sur le Mississippi, une rivière mythique, n'est-ce pas ? Nous sommes partis la voir en voiture, et très vite on est sorti du centre-ville, on était en pleine campagne. C'était chouette la campagne, tout était vert et soudain je me suis aperçu qu'il y avait là avant des rues, il y avait encore les fondations de quelques maisons... On était dans un quartier complètement effacé et détruit par



OKNO
INTERVIEW

l'ouragan Katrina. Tout cela m'a flanqué la chair de poule et c'est là qu'est née l'installation *Window and Ladder - Too Late for Help*. **C'est une œuvre avec une échelle posée sur une fenêtre en équilibre...**

C'est l'idée d'un escalier qui vient aider à secourir quelqu'un. Mais la maison est déjà partie. C'est aussi une pièce très romantique parce que je pensais à *Roméo et Juliette*. C'est intéressant que l'art ne soit pas quelque chose de fixe. La magie de l'art, c'est la possibilité d'être sans cesse réinterprété, c'est comme ça qu'il reste vivant dans l'esprit de chaque personne. On ne doit pas nécessairement

être en train de regarder les intentions de l'artiste. Au fond, ce n'est pas l'illusion qui m'intéresse mais plutôt la perception. Parce que l'illusion, c'est un élément basé sur la perception. Et la perception, c'est un peu notre outil commun à tous.

Parlez-nous de cette exposition à Paris...

Avec Fabrice Bousteau [commissaire et rédacteur en chef de *Beaux-Arts Magazine*, ndlr], nous avons voulu montrer des installations spectaculaires mais pas que. Cette expo est importante pour moi car j'ai vécu quatre ans à Paris, des années françaises qui ont beaucoup compté alors que j'étais à la Cité internationale des Arts. Aujourd'hui, je vis entre Montevideo, Buenos Aires et Paris, mais je suis surtout dans les avions et beaucoup dans les aéroports. J'ai fait des expos extraordinaires à Tokyo mais ici, je ressens que l'histoire que j'ai avec la ville, c'est aussi de l'ordre personnel.

Vous présentez des maquettes, de projets réalisés, et d'autres non. Pourquoi ?

Il y a plus de quinze ans, j'ai exposé à Londres une grande installation. Dans la même galerie, il y avait une grande exposition de maquettes de Ilya et Emilia Kabakov avec tous

leurs projets utopiques. Cela m'a paru intéressant : les maquettes ne sont pas nécessairement que des études pour faire de grandes choses, car parfois les grandes choses ne se font jamais. Avec une maquette, on arrive à amener une idée dans l'ordre physique. Certaines de mes maquettes peuvent être considérées comme des petites œuvres.

Etes-vous intéressé par les magiciens ?

Pas du tout. Je fais tout le contraire des magiciens. La magie est extraordinaire, elle joue sur la surprise, elle cache le mystère mais elle stoppe la pensée et les processus critiques. Devant un tour de magie, tu acceptes d'avoir vu quelque chose de totalement impossible. Alors que moi, je suis quelqu'un qui va venir avec les chapeaux et les lapins et je te montrerai la cage dans laquelle les lapins se cachent. Tu verras les lapins sortir du chapeau et après tu verras la cage dans laquelle les lapins habitent. Mon travail s'apparente plus à un processus de dévoilement pour comprendre où sont les cachettes. ◀

LEANDRO ERLICH
Au Grand Palais (75008)
jusqu'au 6 septembre.

œuvre qui l'a rendu populaire ensuite au Japon. *Bâtiment* (2004), son installation XXL, devenue un grand hit des festivals d'art contemporain, clôt en beauté l'exposition du Grand Palais : invité à s'allonger sur une façade d'immeuble au sol, on se voit soudain dans un gigantesque miroir qui nous donne l'illusion d'être suspendu au toit ou au balcon, façon Spiderman. La maison qui fond, devant la gare du Nord à Paris, c'est aussi lui (*Maison Fond*, 2015). Se jouant de nos perceptions, ses installations sèment toujours le doute, matérialisant soudain dans l'espace l'impossible, comme dans une nouvelle de Borges ou un dessin de Escher. Rencontre avec l'architecte sorcier, au français excellent, concentré derrière des petites lunettes noires.

Quand avez-vous voulu devenir un artiste ?

A 15 ans, je rêvais d'avoir une vie qui me permette de suivre mes passions. La vie de Luis Felipe Noé me faisait rêver. C'était un grand peintre en Argentine - il est décédé l'année dernière. C'est aussi le père de Gaspar Noé, le cinéaste. J'étais attiré par l'esprit d'aventure, par l'idée de sauter dans le vide, non pas parce que j'étais suicidaire, mais parce que je me rendais compte que je pouvais commencer jeune et même échouer. L'art est l'aventure dans laquelle tu peux faillir sans que ce soit grave ; des artistes qui n'arrivent pas à avoir une notoriété, on en connaît plein. Mais mes parents - mon père est architecte, ma mère géologue - auraient préféré que je fasse du design graphique !

Vos installations sont des petites architectures... Comment le métier de votre père vous a-t-il influencé ?

Tous vivants! **Gaîté Lyrique**

An
ticipa
tion
Festi
val

du **18.06.2026** au **21.06.2026**

Anticipation Festival revient à la Gaîté Lyrique du 18 au 21 juin, pour sa 3e édition sur les enjeux de la biodiversité. Quatre jours d'expériences et de rencontres gratuites et ouvertes à toutes et tous : expositions, musique, performances, projections, talks & ateliers, autour d'une devise : Tous vivants ! Le festival se clôturera avec une soirée spéciale pour la Fête de la Musique : un DJ set en plein air devant la Gaîté Lyrique.

Evénements en accès libre et sur réservation - via le site anticipationfestival.fr

together

CULTURE/



Devant le Grand Café, le centre d'art contemporain de Saint-Nazaire, vendredi.

A Saint-Nazaire, l'âpre bataille pour sauver le centre d'art

Sur fond de coupes budgétaires drastiques de la région, un rassemblement a eu lieu vendredi pour dénoncer la «réorientation» annoncée du Grand Café. ouvert depuis trente ans, l'établissement est un pilier de la vie culturelle locale.

«**O**n tient le rond-point!» ironise un représentant de la CGT Culture sur le carrefour devant le Grand Café où s'est réunie, vendredi, une petite foule venue protester contre la «réorientation» du centre d'art contemporain historique annoncée en catimini par l'équipe du maire divers gauche, réélu en mars. Parmi les manifestants : des élèves d'un des derniers lycées expérimentaux de France, hostiles au «*dépeçage du service public*» et qui anticipent sur le fait que «*désormais pour voir de l'art, [ils devront] aller à Nantes*». «*Revenez sur votre décision monsieur le maire*!» tente une jeune fille. Pour les étudiants des Beaux-Arts, site lié à celui de Nantes ouvert il y a cinq ans, c'est

tout un écosystème culturel qui s'effondre : «*Plus de rencontres avec les artistes, plus de stages...*» se désole Charlotte Chareix, étudiante en première année. Si le projet autour de la photographie annoncé à la place par la mairie ne lui pose pas de problème, elle ne comprend pas pourquoi il faudrait pour cela fermer le centre d'art contemporain.

Aurore Dreux, prof d'arts plastiques au lycée Aristide-Brillant, estime que réduire l'offre à la photo, «*c'est un peu comme si vous travailliez au crayon de couleur toute votre scolarité*». Pour elle, il faut «*éduquer le regard critique, exposer les plus jeunes à toutes les formes d'art*». Chaque année, ses élèves réalisent un journal, *Déviations*, à l'issue d'ateliers menés par Eric Bourret. Ce pilier du centre d'art depuis trente ans risque de se voir débarquer dans les mois qui viennent, comme ses huit collègues ainsi que les monteurs associés.

«**Fait du prince**». Un salarié d'une des trois librairies indépendantes de la ville estime lui «*qu'il y a une décomplexion de plus en plus grande de la part des élus, et une vraie guerre contre l'art contemporain*». Il rappelle que beaucoup d'artistes et écrivains se sont installés dans la ville après le Covid : «*Nantes atti-*

rait alors beaucoup de profils culturels mais les loyers étaient trop chers et Saint-Nazaire représentait une bonne alternative. La mairie ne profite pas de cet élan, même dans une logique opportuniste.» Parmi ces néos, un artiste explique qu'il réfléchirait aujourd'hui à deux fois avant de s'installer dans la ville. Il dénonce une «*privatisation de la culture*» et l'absence de vision municipale. «*Si l'art contemporain est jugé trop élitiste, pourquoi s'en prendre aussi au Centre de culture populaire [le CCP, qui a vu la totalité de ses budgets supprimés cette année, ndlr] et supprimer son financement ?*»

A l'intérieur du centre d'art, la première intervention est celle d'Amélie Evrard, représentante du pôle arts visuels des Pays-de-la-Loire, phoenix du massacre à la tronçonneuse de la présidente de région, Christelle Morançais, mais aussi ex-salariée du Grand Café. A ses côtés, la directrice du lieu, Sophie Legrandjacques, tenue à un devoir de réserve, mais attirant l'attention sur le jardin du paysagiste Gilles Clément installé sur le toit de la base sous-marine, lui aussi détruit par la mairie. «*Beaucoup de Nazairiens sont là pour montrer que ce n'est pas un projet hors-sol et que ce lieu peut être "fun et populaire"*», lance Amélie

«**On est dans une ville de gauche avec une politique de droite, voire d'extrême droite.**»

Une fidèle du centre d'art de Saint-Nazaire

Evrard, reprenant les mots du maire. Rappelant que le centre d'art bénéficie d'une reconnaissance nationale et internationale (une pétition en ligne a réuni en quelques jours plus de 3 000 signatures), elle interpelle directement l'adjoint à la culture, Michel Ray : «*Vous ne pouvez pas ne pas rendre compte de ce que vous détruisez. Aucune étude d'impact, aucun dialogue, une décision unilatérale : le fait du prince!*» Après de longs applaudissements qui ne lui sont pas destinés, il prend la parole. «*Nous avons décidé d'ouvrir une nouvelle page. C'était inscrit dans notre programme, ça a été validé dans les urnes*», assure l'élu. «*Vous y croyez à votre mensonge ?*» s'échauffe en face l'auditoire. «*La mairie assume 90% du financement.*» «*Ce n'est pas la ville qui finance, ce sont les citoyens*», le coupe une jeune femme. «*Ils sont en train de tout casser alors qu'ils ont été les premiers à critiquer Morançais. C'est honteux*, estime un Nazairien remonté comme un coucou. *On est dans une ville de gauche avec une politique de droite, voire d'extrême droite*», renchérit une fidèle qui a vu toutes les expos depuis trente ans.

«**Détricotage**». Dans toutes les bouches, la brutalité de la situation est mise sur le compte d'une «*violence*» générale de l'équipe municipale en place. Plane encore l'ombre d'une affaire remontant à 2019, qui valut au maire David Samzun d'être exclu du PS pour ne pas avoir mis en place de mesure de protection à l'égard d'une de ses adjointes qui dénonçait des faits de viols. Ou l'interdiction d'accès au conseil municipal d'un journaliste local le 29 mai, comme le rapporte la Ligue des droits de l'homme.

La dernière à prendre la parole est la représentante de la direction régionale des affaires culturelles (Drac), Anne Gérard. Dans un communiqué récent, le Cipac, la fédération des professionnels de l'art contemporain, dénonçait «*un détricotage progressif du maillage territorial des arts visuels*» et du travail mené depuis des décennies auprès des artistes et des publics. «*La Drac respecte le choix de la ville mais s'assurera du bien-fondé du maintien du label d'intérêt national*», avance timidement la représentante de l'Etat en région.

Pour la sénatrice de Loire-Atlantique Karine Daniel (PS), cette décision de réorientation en matière de politique culturelle relève certes du maire, mais elle s'inscrit dans un contexte plus large : «*Quand on a une approche sectorielle, on voit que les arts visuels se retrouvent dans une situation de fragilité particulière. Ce n'est que le début.*»

CLAIRE MOULÈNE

Envoyée spéciale à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique)

Photo THEOPHILE TROSSAT

JAZZ in MARCIAC OCCITANIE

SINCE 1978
Sud de France

20-JUILLET

5-AOÛT

2026

L 20/07

- ▶ DEA MATRONA
- ▶ STING 3.0

Ma 21/07

- ▶ FRED HERSCH TRIO
- ▶ SAMARA JOY

Me 22/07

- ▶ ÉMILE PARISIEN,
YARON HERMAN,
PRABHU EDOUARD,
LINDA MAY HAN OH

Floating

- ▶ CÉCILE McLORIN
SALVANT

Oh Snap

J 23/07

- ▶ VINCEN GARCIA
 - ▶ KEZIAH JONES
- Alive & Kicking*

V 24/07

- ▶ BILL CHARLAP TRIO
 - ▶ PAT METHENY
- Side-Eye III +*

S 25/07

- ▶ IMANY
 - ▶ SELAH SUE
AND THE GALLANDS
- Women Deserve Rage*

D 26/07

- ▶ KENNY GARRETT
 - ▶ AVISHAI COHEN TRIO
- Eternal Child*

L 27/07

- ▶ YOUN SUN NAH
 - ▶ ASAF AVIDAN
- Lost Pieces*

Ma 28/07

- ▶ JAMES CARTER
- Trane : A Centennial Supreme*
- ▶ MARCUS MILLER
- WE WANT MILES !*
feat. Bill Evans,
Mike Stern & Mino Cinelu

Me 29/07

- ▶ ANNE PACEO *Atlantis*
- ▶ DIANA KRALL

J 30/07

- ▶ SYMMETRIC
- Baptiste Herbin
& Nicolas Gardel Quartet
- ▶ IBRAHIM MAALOUF
& THE TRUMPETS
OF MICHEL-ANGE VOL 2

V 31/07

- ▶ KENNY BARRON
- Songbook*
- ▶ TEMPLE UNIVERSITY
JAZZ BAND
- Direction Terell Stafford

S 01/08

- ▶ CHRIS MINH DOKY & THE NOMADS
- feat. Till Brönner, Manu Katché
& George Whitty
- ▶ RICHARD BONA

D 02/08

- ▶ ERIK TRUFFAZ & ANTONIO LIZANA
- New Sketches Of Spain*
- ▶ PACO DE LUCIA LEGACY

L 03/08

- ▶ BAPTISTE TROTIGNON *Art Is Simple*
- ▶ FEU! CHATTERTON *Labyrinthe Tour*

Ma 04/08

- ▶ BROOKLYN FUNK ESSENTIALS
- ▶ KOOL AND THE GANG

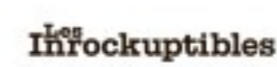
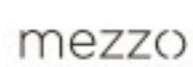
Me 05/08

- ▶ ROBERTO FONSECA
& VINCENT SEGAL
- Nuit Parisienne à La Havane*
- ▶ THOMAS DUTRONC
- «JAZZ AND FRIENDS»

JAZZINMARCIA.COM

05 62 09 33 33

FNAC / CARREFOUR / GÉANT / MAGASINS U / E. LECLERC / AUCHAN / CULTURA



© SEMESTIER GRAPHIQUE - JAZZ IN MARCIAC, INTERMEDIUM DES SPECTACLES - 05 62 09 33 33 - 14, rue de la République - 31000 TOULOUSE - 05 62 09 33 33 - 14, rue de la République - 31000 TOULOUSE

Au cœur de l'expo «Night Mode», l'artiste sonde, dans un film fantastique empreint de mélancolie, les traces de la diaspora iranienne dans un des palaces de Beverly Hills, construits dans les années 80 et 90 et prisés des exilés ayant fui la république islamique.



Le seul protagoniste d'*A Bug's Life* est une petite marionnette.
PHOTO COURTESY ARASH NASSIRI. FONDATION PERNOD RICARD

Téhéran, où il est né, a beau constituer le grand sujet de sa jeune carrière artistique (il a 40 ans), ce n'est pas tout à fait le Téhéran iranien que met en œuvre Arash Nassiri. Celui-là, même si une partie de sa famille y demeure encore, il l'a quitté pour grandir à Genève, étudié à Paris (aux Arts déco) puis à Tourcoing (au Fresnoy) avant, désormais, de vivre à Berlin. A la Fondation Pernod Ricard, le film *A Bug's Life* sonde et met en scène les traces de Téhéran... à Los An-

geles. A la faveur d'une résidence, l'artiste y a déniché un de ces palais baroques et trop richement ornementés que les exilés iraniens se faisaient construire à Beverly Hills, dans les années 80 et 90, jusqu'à ce qu'en 2004, le comté ne finisse par refuser tout nouveau permis de construire,

jugeant indécentes ces ostentatoires patchworks architecturaux imbriquant trop de style et trop de mauvais goût. Au vrai, la jeune génération a cessé de trouver chic et cosy ces bâtisses marbrées, leur robinetterie en or, leurs fauteuils Empire ou leurs lustres à pampilles. Tous

ces palaces, dont la responsabilité incombe à un seul et même architecte, Hamid Omrani, ont dû peu à peu céder la place. Nassiri prend un des derniers encore intact pour décor et sujet d'un film empreint de comique grotesque, d'une tendre mélancolie et d'un fantastique tendu. Le seul prota-

goniste est une petite marionnette en bois figurant une mante religieuse, bien inoffensive. D'un pas hésitant, en boitillant, elle erre dans les lieux en perçant leur pénombre de ses gros yeux globuleux lumineux et en ahanant sous l'effort. Elle tombe sur des bouquins et des revues à la gloire de la fastueuse demeure et de son audacieux architecte, se fait couler un bain dans un lavabo, gratte quelques touches du piano à queue et finit électrocutée, les doigts dans la prise. La bestiole, qui s'est glissée là par effraction (un peu comme les *Persian Palace* dans le saint des saints quartier californien) demeure de bout en bout perplexe et déboussolée, portrait fugace, attendrissant et insolite de la condition d'exilé, qui est celui aussi de l'artiste.

JUDICAËL LAVRADOR

NIGHT MODE d'ARASH NASSIRI à la Fondation Pernod Ricard, à Paris (75008), jusqu'au 18 juillet.

Arash Nassiri bâtit sa toile à la Fondation Pernod Ricard

Une «Cerisaie» où l'émotion n'éclôt pas

Aurélien Van Den Daele propose une version augmentée de la pièce de Tchekhov au théâtre de la Tempête. Si les personnages pleurent la perte de leur terre, on regrette quant à nous la pièce qui aurait pu exister.

L'idée, évoquée par la metteuse en scène Aurélien Van Den Daele, de revisiter *la Cerisaie* comme lieu du manque et de la perte écologique était prometteuse. Belle perspective que de prendre cette pièce comme image de la solastalgie – la détresse éprouvée en voyant un espace familial dévasté par les changements climatiques, alors que le mot n'existait pas quand Tchekhov créa la pièce en 1904.

Pourtant, on a vu beaucoup de choses dans le spectacle montré jusqu'au 21 juin à la Tempête: un petit côté *Starmania* lors de la fête de l'acte III, des tours de magie, la volonté d'impliquer le public... mais finalement peu de réflexions sur l'ancre dans le paysage, sur l'incurie des hommes qui se croyaient les éternels propriétaires de la Terre et n'ont

fait que dilapider un héritage commun. Restent des images d'arbres projetés sur un écran de toile et une écoute un peu différente, sans doute, de cette phrase de Trofimov, le précepteur: «*Ne sentez-vous pas dans chaque fruit de votre cerisaie, dans chaque feuille, dans chaque tronc, des créatures humaines qui vous regardent, n'entendez-vous donc pas leurs voix?*»

Apartés. Reste aussi cette question plusieurs fois posée au public: «*Si on vous coupait en deux: quel paysage trouverait-on?*» Quels horizons nous habitent? Quels panoramas? La question est d'Agnès Varda («*Si on ouvrait les gens, on trouverait des paysages. Moi, si on m'ouvrait, on trouverait des plages*», dit-elle dans le documentaire *les Plages d'Agnès*). Car Aurélien Van Den Daele a

augmenté la pièce de Tchekhov (une famille oisive et ruinée contrainte de vendre son domaine, un monde qui s'effrite: celui de la Russie tsariste de la fin du XIX^e) de commentaires, de chansons et d'apartés – quand un personnage se présente à la salle ou prévient du passage à l'acte suivant.

Mais est-ce parce que les personnages de cette *Cerisaie* prennent des atours comiques et outrés, pas toujours très fins, qui les rendent si peu attachants? Ou parce que les nappes sonores sont parfois trop présentes? Le spectacle ne suscite pas l'émotion attendue. Si on perd la volonté d'adapter la pièce de Tchekhov aux lieux qu'elle traverse, est-ce parce que le spectacle n'a pu se déployer en extérieur, comme Aurélien Van Den Daele projette de le faire les jours de météo clémente? Sa *Cerisaie* existe en effet en deux versions. L'une en déambulation (les jours de beaux temps au théâtre de la Tempête, la seconde partie du spectacle se jouera ainsi dans le bois de Vincennes), l'autre en intérieur – ce qui sera le plus sou-



Cette *Cerisaie* peut aussi se déployer en extérieur, si la météo le veut. T. LAPORTE

vent le cas quand il partira en tournée.

Déclassés. Mais que les spectateurs qui, comme nous, resteront cloîtrés se consolent: bien que joué en intérieur, le dernier acte de cette *Cerisaie* était sans doute le plus réussi. Le personnage de Lopakhine (Sidney Ali Mehelleb) et celui de Varia (Noémie Rimbart) prennent

enfin corps et donnent une lecture revigorante de la tension sociale entre les anciens serfs et leurs propriétaires déclassés. La scénographie prend de l'ampleur, quand les voiles qui composaient les murs de la maison, qu'il faut désormais quitter, se nouent tout en haut du plateau. Au son des troncs des cerisiers qui craquent et qui grincent, les personnages quittent le

plateau pour s'asseoir au premier rang des spectateurs.

SONYA FAURE

LA CERISAIE d'ANTON TCHEKHOV m.s. AURÉLIE VAN DEN DAELE au théâtre de la Tempête jusqu'au 21 juin. Puis en tournée, au CDN de Limoges du 9 au 15 octobre, au TQI d'Ivry du 23 au 27 février 2027...

Répertoire

annonces@teamedia.fr / 01 87 39 82 89 / 01 87 39 82 95

Disquaire achète au meilleur Prix

**DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD
TOUS STYLES TOUTES QUANTITES**

Jazz - Pop - Rock - Musique Classique - Métal - Punk - Soul - Funk
- House - World - (Afrique, Antilles, Maghreb) - Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections

Contactez-nous 07 69 90 54 24

MATÉRIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi - Amplis - Cellules - DJ - Jeux Vidéos - Consoles

Déplacement en France
avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide PAIEMENT CASH

ANTIQUAIRE EXPERT EN ARTS ASIATIQUES



Achète comptant

porcelaines, statues, vases, bouddhas,
mobilier, laques, paravents...

Décorations asiatiques : corail, jade...



MAISON ALEXANDRA
06 15 02 23 98

Déplacement Paris et Province GRATUIT sous 48 heures

Vous voulez passer
une annonce dans



Vous avez accès à internet ?
Découvrez notre site de prise d'annonce en ligne
<http://petites-annonces.libération.fr>

Immobilier

immo-libe@teamedia.fr
01 87 39 82 89

DIVERS

Université américaine
(EDUCO)
cherche familles
Paris (1er au 20ème arrdt)
pour hébergement rémunéré
d'étudiants (1050€/mois)
chambres individuelles
petit déjeuner tous les jours
3 repas par semaine
Durée du séjour :
septembre à décembre
et/ou janvier à fin mai
Tél : 09.77.35.00.58

Votre journal



est habilité pour toutes
**VOS ANNONCES
LÉGALES**
sur les départements

75 93 94

RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX

de 9h à 18h au 01 87 39 84 00
ou par mail
legales-libe@teamedia.fr



www.libération.fr
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@libération.fr

**Édité par la SARL
Libération**
SARL au capital
de 23 243 662 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérantes
Amandine Bascoul-Romeu,
Sonia Delesalle-Stolper

Directrice de la publication
Sonia Delesalle-Stolper

Directrice de la rédaction
Sonia Delesalle-Stolper

**Directeur délégué
de la rédaction**
Paul Quinio

**Directrices adjointes
de la rédaction**
Stéphanie Aubert,
Hamdam Mostafavi,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau
Directeur photo
Lionel Charrier
Rédacteurs en chef
Michel Becquembois
(spéciaux), Laure Bretton,
Gilles Dhers (pilotes web),
Christian Losson (enquête),
Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemagna (politique),
Anne-Laure Barret (santé-
environnement-sciences),
Lucas Biosca (actu),
Cécile Daumas (L),
Fabrice Drouzy
(suppléments),
Julie Coutellier (forums),
Matthieu Ecoiffier (idées),
Quentin Girard
(modes de vie), Valérie
Hacot (économie), Sylvain
Mouillard (société), Luc
Peillon (checknews),
Didier Péron (culture),
Frédérique Roussel (livres),
Caroline Vigent (édition)

ABONNEMENTS
Site : abo.libération.fr
abonnement@libération.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 384€
tél. : 01 55 56 71 40

**PUBLICITÉ
Libé plus**
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@libération.fr

**PETITES ANNONCES
& CARNET**
10, bd de Grenelle
75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues),
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Jarville),
CILA (Héric)
Imprimé en France



**LE TRI
+ FACILE**
Membre de l'ACPM.
CPPAP : 1130 C 80064.
ISSN 0335-1793.

Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées :
100 % Papier détenteur de
l'Eco-label européen
N° FI/37/01

**Indicateur
d'eutrophisation :**
PTot 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du
journal ne saurait être
engagée en cas de non-
restitution de documents.
Pour joindre un journaliste
par mail : initiale du
prenom.nom@libération.fr

SUDOKU 5811 MOYEN

6			9		8			4
	9	1				2	5	
4			6	1	2		8	
7	8	6		2		4	9	5
		2				3		
5	3	4	7		9	6	1	2
			2	9	4			
	6	8				9	4	
3			8		6			1



Solutions des
grilles précédentes

MOYEN

9	8	1	3	6	7	5	4	2
2	5	3	4	1	8	6	7	9
4	6	7	9	2	5	1	3	8
1	4	9	5	3	6	8	2	7
3	7	5	1	8	2	4	9	6
8	2	6	7	9	4	3	1	5
6	1	2	8	7	3	9	5	4
7	9	4	6	5	1	2	8	3
5	3	8	2	4	9	7	6	1

SUDOKU 5811 DIFFICILE

		3		7				
					9	6		4
1					3	7		1
	4				2	5		1
	2		6	8	1			4
	1	8		6				5
7		9	5					8
			1			9		

9	3	1	4	2	8	5	6	7
5	6	7	9	1	3	2	4	8
2	8	4	5	6	7	9	1	3
6	9	8	7	4	5	1	3	2
7	1	2	3	9	6	8	5	4
4	5	3	2	8	1	6	7	9
8	4	5	1	3	9	7	2	6
1	2	9	6	7	4	3	8	5
3	7	6	8	5	2	4	9	1

DIFFICILE

Faites un don à Libé



► **Soutenez le travail exigeant
de 220 journalistes engagés
et indépendants**

► **Défendez la liberté de
la presse et son rôle dans
le débat démocratique**

► **Participez activement
à la transformation de la presse
à l'ère du numérique**



**Je souhaite
faire un don par
carte bancaire,
chèque ou
PayPal :**
liberation.fr/don

L'association Presse et Pluralisme

vous permet d'effectuer un don à Libération
et de bénéficier d'une **déduction d'impôt**
égale à 66% du montant versé (dans la limite
de 20% de votre revenu imposable).

Vous avez la possibilité d'effectuer un **don
ponctuel ou mensuel** via un **paiement
sécurisé** par carte bancaire, par chèque
ou par PayPal.

Presse et Pluralisme émettra un reçu fiscal
et vous l'enverra afin que vous puissiez
bénéficier de la déduction d'impôt.

LUNDI 15

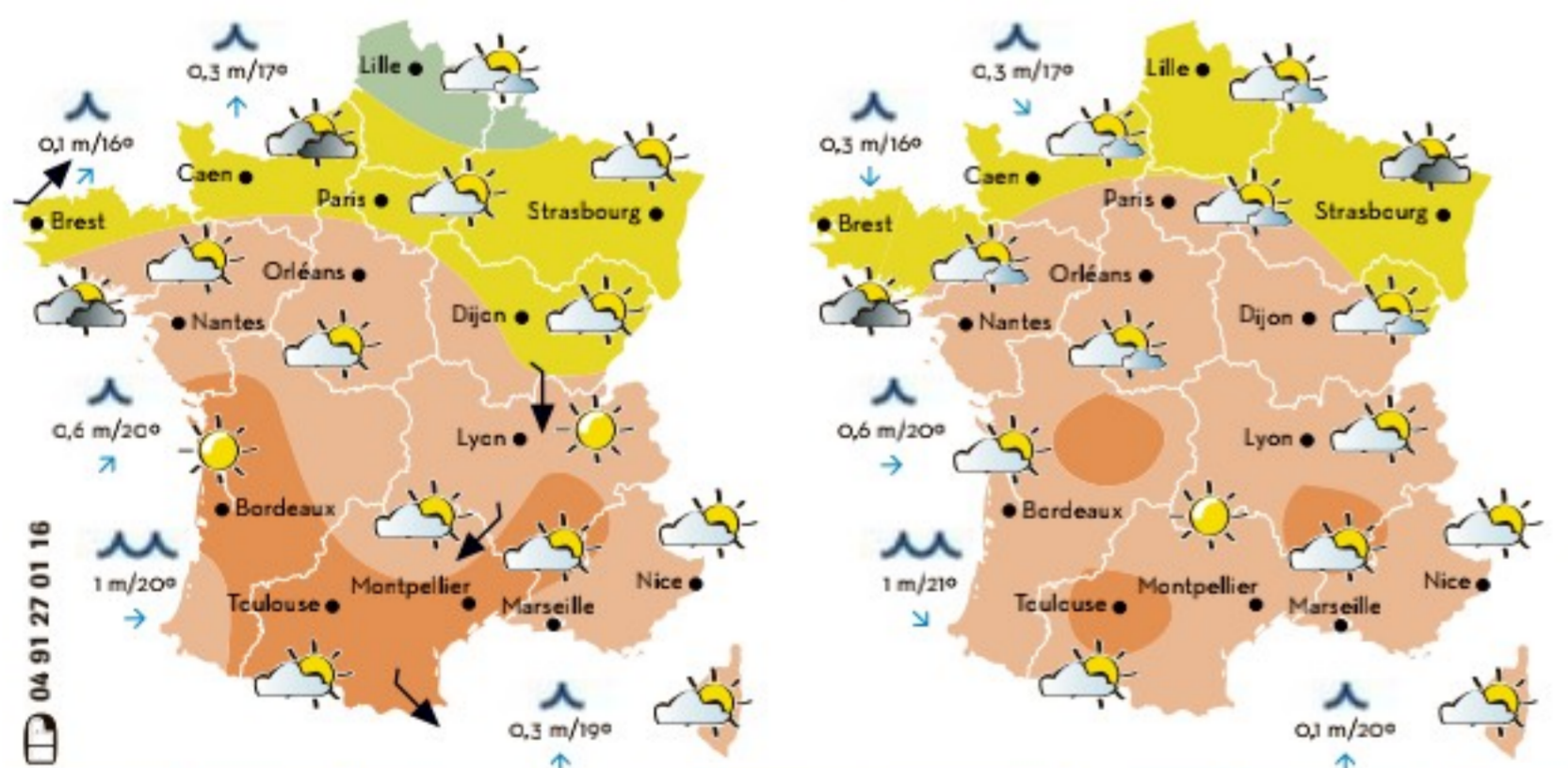
Le beau temps persiste avec une chaleur
modérée au Nord mais toujours forte au
Sud et à l'Ouest. Quelques bourgeonne-
ments nuageux concernent les reliefs du
Sud mais le risque d'orage reste limité.

EN SOIRÉE développement d'orages possible
sur les Pyrénées, tandis que le temps reste
sec sur le reste du pays.

MARDI 16

Temps devenant chaud et lourd au Sud avec
quelques averses ou orages possibles en fin
de journée des Pyrénées au Massif central et
aux Alpes. Le ciel s'ennuage aussi près de la
Manche mais le temps reste sec.

EN SOIRÉE Des averses remontent
d'Espagne vers le Sud-Ouest avec un risque
d'orage. Ailleurs, le temps est généralement
calme et sec



-10/0°	1/5°	6/10°	11/15°	16/20°	21/25°	26/30°	31/35°	36/40°
--------	------	-------	--------	--------	--------	--------	--------	--------



Agitée Peu agitée Calme Fort Modéré Faible
www.lachainemeteo.com
vos prévisions gratuites à 15 jours

FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	12	21	Lyon	17	30	Alger	20	25
Caen	16	29	Bordeaux	21	33	Berlin	12	20
Brest	18	22	Toulouse	22	34	Bruxelles	11	21
Nantes	20	32	Montpellier	24	35	Jérusalem	17	26
Paris	15	28	Marseille	19	25	Londres	15	23
Strasbourg	13	24	Nice	20	24	Madrid	21	32
Dijon	14	26	Ajaccio	20	26	New York	17	22

Résistante et si bien

Melanie Berger Rencontre avec une espiègle centenaire, tôt politisée, qui témoigne de son expérience sous la domination nazie.



Cent quatre ans et une poignée de mois. Vu l'âge de notre interlocutrice, on s'imaginait devoir attraper au vol des petits riens, agréger des approximations et divaguer dans les méandres d'une mémoire aléatoire. On avait tout faux. Melanie Berger, sans accent sur le «e» selon l'usage germanique, est une centenaire affûtée. Dans son appartement d'une résidence seniors à Saint-Etienne (Loire), sourire facétieux et bouclette babylissée, elle titille Jean-Claude Mourlevat, auteur de littérature jeunesse et traducteur de *La Petite Main de la Résistance*, son histoire. Lequel a fait «le coup du portefeuille oublié» à la journaliste. «Tu n'as pas payé le déjeuner? Ça, c'est le féminisme! L'égalité absolue!»

Née en 1921, à Vienne, Fräulein Berger est une gosse déterminée. «J'obéissais uniquement quand on m'expliquait les choses, et si ça ne me plaisait pas, je ne faisais pas.» Vers 6, 7 ans, à l'école, cette fille de Juifs «croyants mais pas pratiquants» pointe un non-sens. S'il n'y a qu'un seul dieu, pourquoi existe-t-il plusieurs religions? «Certains ont besoin d'une canne», en conclut face à nous l'athée qui se déplace sans déambulateur et s'intéresse toujours à l'altérité. Même si sa tolérance se heurte parfois au bla-bla des autres résidents, qu'elle n'hésite pas à abrégé poliment.

L'enfance est bercée par l'élan que les sociaux-démocrates

insufflent à la «Vienne rouge». Mais l'Autriche est un pays sous perfusion, fracassé par la crise économique mondiale. Le commerce de vins dans lequel le père bosse fait faillite, et la reconversion dans la vente de tissus n'est guère lucrative. Conservateur, l'homme se montre assez sévère avec la cadette, qui lui tient tête, quand l'aînée est plus docile. La mère, elle, «joue au bridge avec ses amies», ce qui dénote les fréquentes absences de celle-ci plus qu'une posture à petit doigt levé.

Nils Klawitter, l'auteur du bouquin, historien et journaliste allemand, a ramené sa protégée sur les lieux de ses balbutiements idéologiques. Ils se sont assis sur un banc, dans cette cour où elle avait croisé pour la première fois Peter Strasser, qui collabora après la guerre à la création

des Jeunesses socialistes, et deviendra le plus jeune député du SPÖ au Parlement. A l'époque, le jeune homme sort avec Jenny, une fille de l'immeuble, et fédère une petite bande de jeunes aux idées progressistes. Dont Melanie, qui n'a que 12, 13 ans lorsqu'elle entre dans l'action clandestine en placardant des vignettes «A bas l'austro-fascisme».

«Je voulais changer le monde. Vaste programme...» dit en souriant la corsetière de formation et freudienne de cœur, qui s'imaginait suivre des études de psycho à l'université. Le 15 mars 1938, Hitler célèbre l'annexion de l'Autriche en

aboyant un discours antisémite depuis la terrasse du palais impérial. Sidérée par la marée de bras tendus ondulant sur la Heldenplatz, flairant l'imminence de la guerre, l'ado fond en larmes. Quelques mois plus tard, avec 70 shillings en poche, elle fuit en compagnie de deux camarades. Elle traversera l'Allemagne en stop, séjournera plusieurs mois en Belgique, avant de réussir à passer la frontière près de Mons, en se mêlant, cheveux coupés court et raie sur le côté, aux frontaliers, essentiellement des «gueules noires», comme on appelait les mineurs. La senior estime d'ailleurs qu'un œil avisé aurait pu la confondre en détaillant les boutons de sa chemise. Coussus sur le côté gauche, ils trahissaient son genre.

En France, son groupuscule, baptisé les «communistes révolutionnaires autrichiens», survit grâce à la débrouille. «Dans ma vie, j'ai beaucoup mangé de flocons d'avoine. J'allais récupérer les vieux fruits sur les marchés, et je faisais du muesli», confie la jamais plaintive. Georg Scheuer, son amant à occultations, est un théoricien qui crache de la prose en flux tendu. Contre le nazisme, les staliniens, la guerre. Melanie, elle, sait écrire en tout petits caractères et de manière très lisible, ce qui s'avère essentiel pour planquer l'info dans des noix. Bien qu'elle ne bafouille que quelques mots de français, elle profite des sonorités caméléons de son nom pour obtenir un permis de séjour à Paris, ou louer un

toit de misère au gré des déplacements. Risquer sa vie, distribuer des tracts, transporter documents et mallettes dont elle ne sait rien l'angoisse peu. Par contre, elle réfute aujourd'hui encore les étiquettes simplistes: «Quand on n'est pas ceci, on est cela. Tu n'es pas stalinienne, alors tu es trotskiste.» Fière des acquis féministes, elle vote systématiquement. A gauche,

mais plus forcément pour le PC. Sinon, l'Européenne convaincue s'effraie du mauvais coton que file la société, entre individualisme forcené et montée des populismes.

Dans une enveloppe, des cartes d'invalidité attestent des coups reçus, sans que le mot torture ne s'imisce dans le discours. «Je percevais qu'il ne fallait pas aller dans les camps», susurre celle qui est descendue d'un train en partance pour celui de Gurs, dans les Pyrénées-Atlantiques. Arrêtée à Montauban, elle écoperait de 15 ans de prison pour son activité de «secrétaire d'une organisation communiste et anarchiste». Incarcérée à Marseille, elle s'évadait, malade et en chemise de nuit, de l'hôpital qui jouxte les Baumettes. Ses libérateurs? Quatre proches déguisés en membres de la Gestapo, dont une femme, Lotte Israël, la blouse ornée d'une croix gammée en... papier-alu! Et un soldat de la Wehrmacht dévoyé. Des péripéties presque futiles au regard de la tragédie qu'elle vivra par la suite, perdre son fils unique, à l'âge de 18 mois.

Une Légion d'honneur française et une Médaille du mérite autrichienne sistent dans les tiroirs de la double nationale qui avoue sa fierté d'avoir porté la flamme olympique en 2024, aidée par son arrière-petite-fille. Sous cadre, en noir et blanc ou en couleur, Lucien Volle, son mari, grand résistant et libérateur du Puy-en-Velay, la couve d'un regard tendre. Le couple s'est rencontré après la guerre. Lui était père de six enfants, séparé, militaire, puis journaliste. Elle, qui s'est occupée de jumelage de villes, a endossé le rôle de belle-mère avec beaucoup de psychologie. L'un et l'autre sont allés témoigner dans les classes. Comme on a lu qu'elle avait assisté à sa première réunion politique en tenue d'Eve dans un parc viennois, on la lance sur le naturisme. «Vous vous êtes déjà baignée nue?» interroge-t-elle en farfouillant dans sa commode, dont elle extrait deux photos prises sur l'île du Levant en 1959, qu'elle dispose recto contre recto. A nous de les retourner pour constater l'évidente symbiose des amoureux, même bronzage chocolat, même corps délié.

En septembre 2024, à Vienne, Melanie Berger a vécu une incroyable revanche sur l'histoire. Tenue bleu roi et sourire épanoui malgré la pluie en rideau, la résistante a été autorisée à faire quelques pas sur la terrasse d'où le Führer avait harangué la foule. Le même jour, à la télévision, elle a dit: «Je voulais changer le monde, je le veux toujours. C'est ça le problème!» et elle a pouffé, sous-entendant qu'à son âge... ◆

Par **NATHALIE ROUILLER**
Photo **MARIE JULLIARD. HANS LUCAS**

LE PORTRAIT